

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

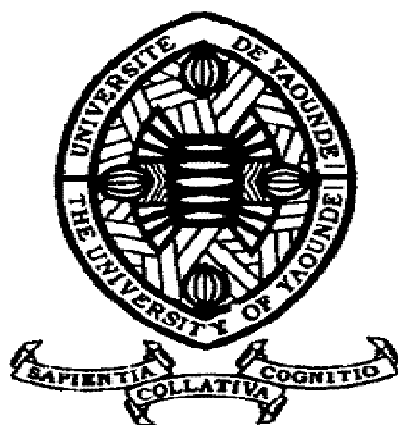
*Paix – Travail – Patrie*

-----  
UNIVERSITE DE YAOUNDE I

REPUBLIC OF CAMEROON

*Peace – Work – Fatherland*

-----  
THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I



## **PLAN DIRECTEUR DE LA RECHERCHE ET DE LA COOPERATION BASE SUR LES OBJECTIFS STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT (2014-2016)**

### **Programme 3**

**Amélioration de la qualité et renforcement  
de la pertinence de la recherche**

Février 2014

## **Sommaire :**

<b>A- PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>B- PREAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>C- DESCRIPTIF DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT (2014-2016) ..</b>	<b>7</b>
<b>D- TEXTES ORGANIQUES</b>	<b>26</b>
<b>Arrêté N° I3/0087/MINESUP/SG /CJ/UIYI du 31 JAN 2013portant création des Centres de Recherche et de Formation Doctorale à l'Université de Yaoundé I.</b>	<b>27</b>
<b>DECISION N°13-0687UYI/CAB/R du 26juin 2013Portant organisation et fonctionnement des Centres de Rechercheet de Formation Doctorale (CRFD) de l'Université de Yaoundé I.</b>	<b>29</b>
<b>DÉCISION N° 13-0821 /UYI/VR-RCRME/DAAC/DRPD/SP du 19 sept 2013 portant relance, organisation et fonctionnement du Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche (FUAR) de l'Université de Yaoundé I</b>	<b>36</b>
<b>DÉCISION N°__ /UYI/VR-RCRME/DAAC/DRPD/SP du_____portant création, organisation et fonctionnement du Fonds Universitaire d'Appui à la Production scientifique (FUAP) de l'Université de Yaoundé I</b>	<b>40</b>
<b>DÉCISION N°__ /UYI/VR-RCRME/DAAC/DRPD/SP du _____ portant création, organisation et fonctionnement du Fonds Universitaire d'Appui à la Mobilité des enseignants et des doctorants (FUAM) de l'Université de Yaoundé I</b>	<b>43</b>
<b>DÉCISION N°__ /UYI/VR-RCRME/DAAC/DRPD/SP du _____Portant création, organisation et fonctionnement du Fonds Universitaire d'Appui aux Études Doctorales (FUAD) de l'Université de Yaoundé I</b>	<b>46</b>
<b>E- LABORATOIRES DE RECHERCHE (2011-2012)</b>	<b>49</b>
<b>F- NOMBRED'ENSEIGNANTS PAR ÉTABLISSEMENT (2011-2013)</b>	<b>50</b>
<b>G- RÉCAPITULATIF DES THÈSES SOUTENUES DE 2000 à 2013</b>	<b>51</b>
<b>H- FICHE STATISTIQUE RECAPITULATIVE DES CONVENTIONS SIGNEES A L'UNIVERSITE DE YAOUNDE I (DE 2008 A 2012)</b>	<b>52</b>
<b>I- RÈGLEMENT PÉDAGOGIQUE</b>	<b>53</b>
<b>DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I</b>	<b>53</b>
<b>J- FONDS COMPÉTITIF UNIVERSITAIRE D'APPUI À LA RECHERCHE (FUAR)</b>	<b>76</b>
<b>K- FONDS COMPÉTITIF UNIVERSITAIRE D'APPUI À LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE (FUAP)</b>	<b>82</b>
<b>L- FONDS COMPÉTITIF UNIVERSITAIRE D'APPUI À LA MOBILITÉ DES ENSEIGNANTS ET DES DOCTORANTS (FUAM)</b>	<b>85</b>
<b>M- FONDS COMPÉTITIF UNIVERSITAIRE D'APPUI AUX ÉTUDES DOCTORALES(FUAD)</b>	<b>89</b>

## A-PREAMBULE

Pour pourvoir aux missions qui lui sont dévolues, entre autres, l'enseignement, la recherche et l'appui au développement, l'Université de Yaoundé I a depuis sa création, tracé des sillons dans les domaines de la recherche et de la coopération. À titre illustratif et de manière non exhaustive, elle a procédé au recensement et à l'évaluation de ses structures de recherche d'une part, et à la redynamisation de la politique de leur financement d'autre part. À ce jour, la recherche à l'Université de Yaoundé I s'effectue dans soixante six (66) laboratoires par mille cent vingt cinq (1125) enseignants-chercheurs et deux mille (2000) doctorants environ. Dans cet élan, sept quatre-vingt quinze (795) thèses ont été soutenues dans la période 2000-2013 à l'Université de Yaoundé I. Pour moderniser cette recherche et la rendre plus féconde, il vient d'être créé à l'Université de Yaoundé I, par Arrêté de monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, **quatre (4) Centres de Recherche et de Formation Doctorale (CRFD)** qui soutiennent l'Ecole doctorale de l'Université de Yaoundé I, dans les domaines ci-après : Arts, Langues et Cultures ; Sciences Humaines, Sociales et Educatives; Sciences, Technologies et Géosciences; Sciences de la Vie, Santé et Environnement.

La riche production scientifique ci-dessus mentionnée a suscité une intense coopération. Entre 2008 et 2012, deux cent quatre-vingt-une (281) conventions ont été signées avec divers partenaires. En janvier 2013, sur une base compétitive auprès des organismes internationaux, une quarantaine d'enseignants-chercheurs sont porteurs de projets financés par les partenaires de la coopération bilatérale et multilatérale, pour un montant de plus d'un milliard neuf cent millions (1 900 000 000) de FCFA. Ainsi, les projets **AFIMEGQ** et **ERMIT**, qui portent sur la formation et la recherche, impliquent cinq (05) régions d'Afrique, dix (10) universités partenaires et dix (10) membres associés de treize (13) pays d'Afrique. Ils couvrent quatre (04) langues de travail (anglais, arabe, français et portugais) et six (06) pays européens, mettant en œuvre un programme de mobilité de trois cents (300) personnes (étudiants, personnels académique et administratif).

Pour le compte de l'année académique 2013-2014, le budget programme triennal de l'Université de Yaoundé I, adopté par le Conseil d'Administration en sa séance du 6 février 2014, en cohérence avec les orientations du budget de l'Etat du Cameroun, a retenu quatre (04) grands programmes. La recherche et la coopération, concernées par le présent document, rentrent dans le programme 3 dudit budget. Ce programme est relatif à l'amélioration de la qualité et au renforcement de la pertinence de la recherche. Il s'appuie sur une politique de la recherche et de la coopération pour la période 2014-2016 qui a été élaborée par l'identification de onze (11) objectifs stratégiques de développement, en harmonie avec le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), et les grands programmes nationaux de recherche arrêtés par le Ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation (MINRESI), à savoir :

- 1) Amélioration des Infrastructures de Bâtiments et Travaux Publics (BTP) par l'utilisation des matériaux locaux de construction ;
- 2) Incubateur du développement au Cameroun par le mobile ;
- 3) Affirmation du Cameroun comme destination touristique privilégiée : contraintes et opportunités ;
- 4) Amélioration de la production énergétique grâce aux énergies renouvelables ;
- 5) Amélioration de la filière productions animales et halieutiques ;
- 6) Amélioration de la production des hydrocarbures ;

- 7) Amélioration de la qualité dans le secteur santé ;
- 8) Valorisation des Bio-ressources avec insistance sur l'approvisionnement et l'amélioration de la qualité de l'eau ;
- 9) Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix;
- 10) Appropriation et développement de la formation et de la recherche en éducation et en technologies éducatives ;
- 11) Production cinématographique

Le présent plan directeur de la recherche et de la coopération décrit les objectifs stratégiques de développement identifiés pour la période 2014-2016 et réunit les projets de décision pour la mise en œuvre de quatre (04) fonds compétitifs visant à stimuler la recherche et à guider les actions de coopération. Les fonds sont alimentés par diverses sources notamment les subventions des projets de recherche financés par la coopération, les dons, les legs et la subvention de l'Etat. La mise en œuvre de ce plan se fera à travers l'exécution des actions listées dans le tableau ci-après :

**Tableau 1 : Activités pour la mise en œuvre des différents fonds compétitifs universitaires d'appui**

<b>Actions</b>	<b>Budget annuel (FCFA)</b>	<b>Indicateur (2014 et 2015)</b>
3.1. : Elaborer un plan directeur de la recherche et de la coopération basé sur les objectifs stratégiques de développement (2013 – 2015)	20 000 000	Plan directeur adopté et publié en 2014
3.2. : Mettre en place un Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche (FUAR)	137 500 000	- Appel à candidatures publié en 2014 - 10 équipes de recherche sélectionnées et financées
3.3. : Mettre en place un Fonds Universitaire d'Appui à la Production Scientifique (FUAP)	137 500 000	- Appel à candidatures publié en 2014 - 25 Livres scientifiques publiés - 10 journaux scientifiques publiés
3.4. : Mettre en place un Fonds Universitaire d'Appui à la Mobilité des Enseignants et des Doctorants (FUAM)	137 500 000	- Appel à candidatures publié en 2014 - 10 Mobilités d'Enseignants financés - 15 Mobilités d'étudiants financés vers et venant de l'extérieur
3.5. : Mettre en place un fonds Universitaire d'Appui aux études Doctorales (FUAD)	137 500 000	- Appel à candidatures publié en 2015 - 45 Doctorants financés - 15 Directeurs de recherche soutenus
3.6. : Séminaires	30 000 000	- Appel à candidatures publié en 2015 - Actes de séminaires publiés
3.7. : Développement des ressources documentaires à la bibliothèque centrale	100 000 000	- Approvisionnement de la base de données (60 000 ressources consultables en ligne) en 2014 et 2015
<b>TOTAL</b>	<b>700 000 000</b>	

## **B- PREAMBLE**

In order to pursue its missions statement teaching, research, aid for development, the University of Yaoundé I, since its creation, has indulged itself in the areas of research and cooperation. For example, the University has done the inventory and the evaluation of its research structures and also has reinvigorated its funding policy. The University of Yaoundé I is currently working in sixty six (66) laboratories, with one thousand one hundred and twenty five (1125) research assistants, and approximately two thousand doctorate student. In this line, seven hundred and ninety five (795) theses have been defended from 2000 to 2013 at the University. To modernise and enrich these research directions, four (4) Centres for Doctoral Research and Training were created by a Ministerial decision, to lend support to the Graduate school at the University of Yaoundé I in the following areas: Arts, Languages and Cultures; The Human, Social and Education Sciences: The Technological and Geo-Sciences: The Life Sciences, Health and Environment.

The diversified scientific production as mentioned above has generated an intense cooperation: between 2008 and 2012 two hundred and eighty one (281) conventions have been signed with various partners. In January 2013 on a competitive bases, close to forty (40) research assistants had their projects financed by international organisations as a fruit of bilateral and multilateral cooperation, the grants amounted to more than CFA francs one billion nine hundred million (1 900 000 000). So projects like AFIMEGQ and ERMIT whose focus is training and research has brought together five (5) regions of Africa, ten (10) universities, and ten (10) associate members from more than thirteen (13) African countries. These projects cover four (4) languages regions of Africa (English, French, Portuguese and Arabic) and are spread throughout six (6) European countries, having approximately three hundred (300) persons (students, lecturers and researchers) to be involved in these mobility programs.

For the academic year 2013-2014, the 3 year-running budget of the University of Yaoundé I, adopted by the Board of Directors in the meeting held on February, 6<sup>th</sup> 2014 and in conformity with the orientations of the budget of the Republic of Cameroon, retained four (4) major programs. Research and cooperation which is the third program of the above mentioned budget is linked to the reinforcement, the pertinence and the improvement of research quality. Therefore it relies on a research and cooperation policy which has identified eleven (11) strategic objectives for development. In line with the document on growth and employment and the global national research programs decided by the Ministry of Scientific Research and Innovation these are:

- Improvement of infrastructures and public works by the use of local building material.
- Development of an incubator in Cameroon for mobile applications
- Projection of Cameroon as a privileged touristic destination
- Improvement of the energetic production through renewable energies
- Improvement of animal and fisheries production
- Improvement of hydrocarbons production
- Improvement of quality in the health sector
- Valorisation of bio-resources with emphasis on supply & improvement in the quality of water
- Multiculturalism and the management of cultural conflicts and peace
- Ownership and development of training and research in education and educational technology
- Cinematographic production.

This master plan for research and cooperation describes the strategic objectives for development set for the period 2014-2016 and combines projects for the application of four (4) competitive funds whose goals are to enhance research and guide the actions of cooperation. The funds have been provided from various sources such as the research projects funded by the international cooperation, donations and competitive grants. The implementation of this master plan will be done by the execution of the activities listed in the table below:

Table1: Activities for the Execution of all the University Grants Program.

Actions	Annual budget	Indicator (2014-2015)
3.1: elaborate a Master plan for research and cooperation based on the strategic objectives for development (2013-2015)	20 000 000	Master plan adopted and published in 2014
3.2: to implement the University fund to support research	137 500 000	-an offer bid published in 2014 -10 teams of research chosen and funded
3.3 to implement the University fund to support scientific research	137 500 000	-an offer bid published in 2014 -25 scientific books published -10 scientific review published
3.4 to implement the University fund to support student and researcher's mobility.	137 500 000	-an offer bid published in 2014 -10 lecturers trip financed -15 students trip from in and out of Cameroon financed
3.5 to implement the University fund to support doctoral studies	137 500 000	-offer bid published in 2015 -45 doctorate students financed -15 research directors financed
3.6: Seminars	30 000 000	-offer bid published in 2015 - seminars act published
3.7: development of resource materials of the central library	100 000 000	-procurement of the database (60 000 resources available online)
<b>TOTAL</b>	<b>700 000 000</b>	

## **C-DESCRIPTIF DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT (2014-2016)**

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014 En FCFA
OSD 1 :  Amélioration des Infrastructures de Bâtiment et Travaux Publics (BTP) par l'utilisation des matériaux locaux de construction	<ul style="list-style-type: none"> <li>• P.16</li> <li>• P.67, §191</li> <li>• P110, §433</li> <li>• P111, §435-441</li> </ul>	Faire un diagnostic stratégique du secteur des matériaux locaux de construction	Diagnostic exhaustif du secteur réalisé	La qualité du document de diagnostic élaboré	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Master «Construction Terre » ;</li> <li>• Master « Construction Bois » ;</li> <li>• Master « Construction Pierre » ;</li> <li>• Master «Aménagement et développement urbain»</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CRFD Sciences Technologies et Géosciences ;</li> <li>• Laboratoire de Géologie de l'Ingénieur (Faculté des Sciences-UYI) ;</li> <li>• Laboratoire de Chimie physique structurale et macromoléculaire (Ecole de Physique et Chimie Industrielles) ;</li> <li>• Laboratoire d'Etude de transfert en Hydrologie et Environnement (Université Joseph Fourier de Grenoble) ;</li> <li>• Labo de chimie physique des matériaux minéraux</li> </ul>	<u>Nationaux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat ;</li> <li>• MIPROMALO ;</li> <li>• Labogénie ;</li> <li>• Bric Douala ;</li> </ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Ecole Nationale d'Architecture de Grenoble-CRATerre</i> ;</li> <li>• <i>INSA de Lyon</i> ;</li> <li>• <i>Société Immobilière de l'Ile de la Réunion (CIFRE)</i> ;</li> <li>• <i>Institut d'Urbanisme de Grenoble (Université Pierre Mendès France)</i> ;</li> <li>• <u>AUF</u> ;</li> </ul>	50 000 000
		Doter les laboratoires et structures de recherche d'infrastructures et d'équipements adéquats	Laboratoires et structures de recherche identifiés et dotés d'infrastructures et d'équipements adéquats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nombre de centres et laboratoires équipés ;</li> <li>• Le niveau de performance des structures équipées</li> </ul>				
		Offrir des opportunités de formation professionnelle et de transfert de technologie	Des formations spécialisées, des voyages d'études, d'échanges d'expertises et de compétences sont effectués	Le nombre de personnes formées				
			Des mécanismes de transfert de technologie identifiés et mis en œuvre	Le nombre de transferts de technologie concrétisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PhD « Construction Terre » ;</li> <li>• PhD « Construction Bois » ;</li> <li>• PhD « Construction Pierre » ;</li> <li>• Master et PhD en urbanisme</li> </ul>			
		Organiser un forum national sur les matériaux locaux de construction	Des fora organisés par les structures compétentes					



		Développer et mettre en œuvre un programme d'Activités génératrices de revenus (AGR)	Des campagnes d'information, de communication, de sensibilisation et d'éducation réalisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'audience acquise par les campagnes d'AGR</li> <li>• Les AGR de l'Université de Yaoundé I dans le domaine de l'habitat</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de la Conférence Islamique ;</li> <li>• Association of Commonwealth Universities ;</li> <li>• Association des Universités Africaines.</li> </ul>	
		Susciter des partenariats au niveau national, régional et international	Le secteur privé national et autres partenaires régionaux sont identifiés et impliqués dans le processus de développement des matériaux locaux de construction	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nombre de partenariats conclus et signés</li> <li>• Les Sociétés et les entreprises universitaires compétitives</li> </ul>				
		Développer des normes de fabrication de matériaux et des techniques constructives adaptées aux réalités camerounaises.	Des brevets et publications scientifiques faits	Le nombre de brevets, de publications, de thèses et de Masters M2				
			Recensement et appropriation de brevets de pointe à accès libre	Nombre de brevets de pointe à accès libre appropriés				

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014 (F CFA)
<b>OSD 2 :</b>  Incubateur du développement au Cameroun par le mobile  <i>Le Cameroun voit une forte croissance des appareils mobiles. Sachant qu'un téléphone intelligent de type iPhone3GS (300mW) a une puissance de calcul équivalente à un ordinateur Pentium III de 1999 (37W) et une consommation électrique 100 fois inférieure, nul doute que</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• P.50 (114)</li> <li>• p64 (175)</li> </ul>	Créer un centre de M-développement et un M-Lab	L'incubateur installé et opérationnel	Qualité de l'environnement de l'incubation en termes de matériel, de processus et d'organisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplôme d'Ingénieur en télécommunication</li> <li>• Master en télécommunications en FAD</li> <li>• Master en sécurité des systèmes d'information et communication</li> <li>• Master en Informatique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CRFD Sciences Technologie et Géosciences</li> <li>• Laboratoire d'Electronique et de traitement du Signal</li> <li>• Laboratoire de recherche en Informatique (LIRIMA)</li> </ul>	<u>Nationaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Camtel,</li> <li>• Orange,</li> <li>• MTN,</li> <li>• Creolink,</li> <li>• Saconets, ...</li> </ul> <u>Multilatéraux :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence Universitaire de la Francophonie</li> <li>• INRIA</li> </ul>	100 000 000
		Doter le centre de matériels, d'équipements et d'infrastructures adéquats	Plan d'affaires de l'Incubateur développé	Nombre de PME créées par l'entremise de l'incubateur				
		Doter le centre de ressources humaines qualifiées	Cursus d'incubation mis en œuvre	Nombre d'incubés				
		Elaborer un plan d'affaires conséquent	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Applications de type M-Health réalisées (mobile health - un support médical assisté par téléphonie mobile) ;</li> <li>• Applications de type M- Environnement réalisées (l'utilisation à large échelle de capteurs et senseurs et la téléphonie mobile, pour mieux gérer l'environnement en détectant par exemple plus rapidement les pollutions et leurs sources. La multiplication des données disponibles permettra également de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'applications de développement réalisées et opérationnelles ;</li> <li>• Nombre de villages, artisans, producteurs désenclavés</li> </ul>				

l'évolution des technologies mobiles constituera une avancée sérieuse pour le Cameroun.			<p>mieux étudier et anticiper les impacts liés au changement climatique afin d'éviter les crises humanitaires liées aux catastrophes naturelles (inondations, ouragans, sécheresse,...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Applications de M-Agriculture réalisées (un support agricole assisté par téléphonie mobile)</li> </ul>					
	Mettre en œuvre le processus d'incubation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des brevets et publications scientifiques faits</li> <li>• Recensement et appropriation de brevets de pointe à accès libre</li> </ul>	<p>Nombre de brevets, de publications, de thèses et de Masters M2</p> <p>Nombre de brevets de pointe à accès libre appropriés</p>					

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014 (F CFA)
<b>OSD 3 :</b>  Cameroun destination touristique privilégiée : Contraintes et opportunités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• P111(447)</li> </ul>	Réaliser un diagnostic stratégique sur le secteur (Identifier les contraintes d'optimisation des opportunités touristiques au Cameroun ; faire un état des lieux exhaustif des forces, faiblesses, opportunités) ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etat des lieux actualisé et disponible ;</li> <li>• Plaidoyer réalisé</li> </ul>	Qualité du rapport sur l'état des lieux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Master en hôtellerie et en tourisme ;</li> <li>• Master en développement et aménagement des territoires touristiques</li> <li>• Master en gestion des activités touristiques et hôtelières</li> </ul>	CRFD Sciences humaines sociales et éducation	<u>Nationaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère du Tourisme</li> <li>• Ministère des Arts et de la Culture ;</li> <li>• Instituts des Beaux Arts de Foumban et de Nkongsamba</li> </ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ecole Internationale d'Hôtellerie et de Tourisme de Ngaoundéré ;</li> <li>• Agence Universitaire de la Francophonie .</li> </ul>	<b>50 000 000</b>
		Développer et mettre en œuvre une stratégie de communication et de marketing sur le tourisme au Cameroun	Mise en œuvre progressive des recommandations	Nombre et qualité des acteurs contactés et impliqués dans le développement du tourisme				
		En faire un plaidoyer auprès des partenaires techniques financiers et susciter l'intérêt auprès des opérateurs économiques nationaux et internationaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroissement de touristes et la contribution du tourisme au PIB effectifs</li> <li>• Des marques déposées</li> </ul>	Taux d'accroissement de touristes et la contribution du tourisme au PIB				
		Mettre en œuvre les recommandations issues du diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation accrue/ formation continue/ et mise à niveau des intervenants dans le secteur de l'ingénierie touristique et hôtelière : hôteliers, restaurateurs, guides touristiques du Cameroun et de la sous- région</li> <li>• Signature des accords cadre avec les municipalités,</li> <li>• Création exubérante des agences de tourisme et des industries hôtelières,</li> <li>• Activités génératrices des revenus dans le domaine à l'Université</li> </ul>	Nombre des sessions et des bénéficiaires de formations approfondies/ de formations continues/ et mise à niveau offerts aux intervenants de la filière				

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014 (F CFA)
<b>OSD4 :</b> Amélioration de la production énergétique grâce à l'énergie solaire.  Dans un village de Mbalmayo, appelé Biyan, tous les habitants en 2013 sont approvisionnés en énergie solaire. Chaque ménage reçoit l'énergie d'éclairage et ne paie que mille francs par mois.  Après le premier choc pétrolier en 1974 et la crise de l'énergie, le soleil est redevenu le thème de nombreux rêves. A peine redécouvert, le solaire a été cependant victime d'une double erreur ; son apparente simplicité a fait	<ul style="list-style-type: none"> <li>P110 (433)</li> </ul>	Etat des lieux actualisé de l'énergie solaire au Cameroun et amélioration des performances actuelles	Mise en place d'une filière <i>Cellules photo voltaïques</i> opérationnelle et performante	Qualité de l'état des lieux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Masters en énergie et environnement ;</li> <li>Ph D en énergie et environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>CRFD Sciences Technologie et Géosciences ;</li> <li>Laboratoires des sciences des matériaux ;</li> <li>Laboratoire de technologies de l'énergie et de l'environnement.</li> </ul>	<u>Nationaux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>MINMIDT,</li> <li>Arsel,</li> <li>SolairAfric SA ;</li> </ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Université de Ndjamen, de</li> <li>Université Marien Ngouabi</li> <li>CNRS-Orléans</li> </ul>	50 000 000
		Réaliser un plaidoyer pour la vulgarisation de l'utilisation de l'énergie solaire	Mise en place d'une plate-forme d'échanges entre les Universités de Ndjamen, Marien Ngouabi, Orléans	Plaidoyer réalisé pour la vulgarisation de l'utilisation de l'énergie solaire				
		contribuer à combler, par l'énergie solaire, le déficit énergétique au Cameroun, principal frein au développement industriel	d'autres acteurs institutionnels	amélioration des performances actuelles utilisation de l'énergie solaire vulgarisée				
		contribuer à l'atteinte d'un parc énergétique de 3000 à 6000 MW selon les objectifs exprimés par le PDSE à l'horizon 2030	Recensement et appropriation de brevets de pointe à accès libre	déficit énergétique comblé au Cameroun Atteinte du parc énergétique de 3000 à 6000 MW à l'horizon 2030				
		Contribuer à la réduction des délestages d'électricité intempestifs, aiguës par une		Baisse des délestages d'électricité au				

<p>croire à l'inutilité d'une recherche technologique poussée ; son apparente abondance a fait espérer une solution universelle aux problèmes énergétiques.</p> <p>Cette époque est révolue. Les chimères envolées, place aux applications pratiques dont les domaines prioritaires sont la production d'eau chaude et la conversion du rayonnement en électricité.</p> <p>L'insolation moyenne varie de 6 kWh/m<sup>2</sup>/j pour la partie septentrionale qui reçoit un ensoleillement régulier, à 4 kWh/m<sup>2</sup>/j pour la partie sud plus humide, comme potentiel solaire suffisant pour le développement d'usage énergétique au Cameroun.</p>		hausse annuelle des besoins de 6% et, partant, réchauffer le climat des affaires du Cameroun		Cameroun				
		Etendre la couverture aux zones rurales, où moins de 10% des ménages ont accès à l'électricité		Zones rurales couvertes par l'énergie solaire				
		Développement des techniques de production des cellules photovoltaïques aux prix abordables						
		Amélioration des rendements actuels.		<p>Le nombre de brevets, de publications, de thèses et de Masters M2</p> <p>Nombre de brevets de pointe à accès libre appropriés</p>				

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014  (F CFA)
<b>OSD 5 :</b>  Amélioration de la filière production animale et halieutique	<ul style="list-style-type: none"><li>• P54(132)</li></ul>	Procéder à l'amélioration génétique des races locales	L'accès des éleveurs aux semences et aux géniteurs est amélioré	Rapport annuel sur l'accroissement effectif du volume de semences et produits notamment phytosanitaires, la qualité des rapports des études techniques réalisés	<ul style="list-style-type: none"><li>• Master en physiologie animale et végétale;</li><li>• PhD en physiologie animale et végétale ;</li><li>• Masters en Sécurité Sanitaire des Aliments ;</li><li>• Masters en Biotechnologie de la Sante Publique ;</li><li>• Masters en Santé Publique vétérinaire.</li></ul>	CRFD <ul style="list-style-type: none"><li>• Sciences de la vie Santé et environnement</li><li>• Labo de sécurité sanitaire des aliments</li><li>• Labo de Gestion des Fièvres Zoonotiques</li><li>• Labo de Biotechnologie de la Santé Publique</li></ul>	<u>Nationaux</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• LANAVET</li><li>• Centre Pasteur</li><li>• Université de Douala,</li><li>• FASA ENSAI de N'Gaoundéré</li><li>• MINEPIA</li><li>• MINADER</li><li>• MINSANTE</li></ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• AUF</li><li>• UE</li><li>• UA</li></ul>	50 000 000
		Promouvoir de bonnes pratiques vétérinaires et zootechniques endogènes	L'accès des éleveurs aux intrants (produits zootechniques et vétérinaires, poisson, poussin est amélioré)					
		Faciliter l'accès aux crédits						
		Améliorer les circuits d'approvisionnement et de produits zootechniques et vétérinaires						
		Former les producteurs sur les itinéraires techniques de production	La production de viande de bonne qualité est assurée	Le nombre d'ateliers de concertation organisés				
		Assurer la vulgarisation et le conseil agricole	La transformation, la conservation et la commercialisation notamment de la viande, des produits laitiers et halieutiques, des œufs, ... sont améliorés					
		Renforcer les capacités managériales des acteurs ; Améliorer la chaine de froid Organiser régulièrement les campagnes de vaccination	Le cadre de concertation des acteurs de la filière est créé et renforcé					
		Identifier et traiter précocement les anthroponoses						

		Appuyer la mise en place les unités de conservation et de stockage .	<ul style="list-style-type: none"><li>• Des brevets et publications scientifiques faits</li><li>• Recensement et appropriation de brevets de pointe à accès libre</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de brevets, de publications, de thèses et de Masters M2</li><li>• Nombre de brevets de pointe à accès libre appropriés</li></ul>				
--	--	--	---	---	--	--	--	--



Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014 (F CFA)
<b>OSD 6 :</b>  Amélioration de la production des hydrocarbures.	<ul style="list-style-type: none"> <li>P54(132)</li> </ul>	Faire un diagnostic stratégique du secteur des hydrocarbures	Diagnostic exhaustif du secteur réalisé	La qualité du document de diagnostic élaboré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Master en géologie</li> <li>Ph.D géologie.</li> </ul>	CRFD Sciences Technologies et Géosciences	<u>Nationaux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>SNH</li> <li>SONARA</li> <li>TRADEX</li> <li>CAMGAZ</li> <li>SOC AEPE</li> </ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Groupe ELF</li> </ul>	<b>50 000 000</b>
		Doter les laboratoires et structures de recherche d'infrastructures et d'équipements adéquats	Laboratoires et structures de recherche identifiés et dotés d'infrastructures et d'équipements adéquats	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le nombre de centres et laboratoires équipés</li> <li>Le niveau de performance des structures équipées</li> </ul>				
		Offrir des opportunités de formation professionnelle et de transfert de technologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des formations spécialisées, des voyages d'études, d'échanges d'expertises et de compétences sont effectués</li> <li>Des mécanismes de transfert de technologie identifiés et mis en œuvre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le nombre de personnes formées</li> <li>Le nombre d'initiatives de transfert de technologie concrétisées</li> </ul>				
		Organiser un forum national sur les hydrocarbures	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des fora organisés par les structures compétentes</li> </ul>					
		Susciter des partenariats au niveau national, régional et international	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des brevets et publications scientifiques faits</li> <li>Recensement et appropriation de brevets de pointe à accès libre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le nombre de partenariats conclus et signés</li> <li>Nombre de brevets, de publications, de thèses et de Masters M2.</li> <li>Nombre de brevets de pointe à accès libre</li> </ul>				

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multi-latéraux	Budget 2014 (F CFA)
<b>OSD 7 :</b>  Amélioration de la qualité dans le secteur santé.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• P75 (234-240)</li> </ul>	Doter les structures de formation de personnel de santé en quantité et en qualité	Les structures de formation du secteur santé sont dotées de personnel qualifié en quantité et en qualité	Le nombre de professionnels recrutés dans les structures de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Master (Master médico-sanitaire, master en épidémiologie de terrain et gestion des laboratoires);</li> <li>• Masters en Biotechnologie de la Santé Publique ;</li> <li>• Masters en immunologie et Infectiologie ;</li> <li>• Masters en Contrôle des Vecteur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CRFD Sciences de la vie et santé et environnement ;</li> <li>• Laboratoire National de Santé Hygiène Mobile (MINSANTE) ;</li> <li>• Centre Pasteur du Cameroun ;</li> <li>• IMPM ;</li> <li>• Laboratoire des Sciences chimiques ;</li> <li>• Laboratoire de Mycologie médicale ;</li> <li>• Immunologylaboratory ;</li> <li>• Biochemistry immunology and Biotechnology laboratory ;</li> <li>• Laboratoire de Chimie Bioorganique et Médicale ;</li> <li>• Center for implementation and community based research.</li> </ul>	<u>Nationaux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MINSANTE ;</li> <li>• MINADER ;</li> <li>• MINEPIA ;</li> <li>• Les universités d'Etat ;</li> </ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bill &amp; Melinda Gates Foundation ;</li> <li>• Centers for Diseases Control &amp; Prevention (CDC) ;</li> <li>• OMS ;</li> <li>• Union Africaine.</li> </ul>	<b>50 000 000</b>
		Offrir à ce personnel des opportunités de formation professionnelle	Des formations spécialisées, des voyages d'études, d'échanges d'expertises et de compétences sont effectués	Le nombre d'initiatives de transfert de technologie				
		Doter les laboratoires de structures de formation du secteur santé, d'infrastructures et d'équipements adéquats	Les laboratoires des structures de formation du secteur santé sont identifiés et dotés d'infrastructures et d'équipements adéquats	Le niveau de performance des structures équipées				
		Renforcer l'éthique, la régulation et le contrôle .	Contrôler/auditer les structures de formation.	Le nombre de structures contrôlées/auditées				

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l’emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014 (F CFA)
<b>OSD 8 :</b>  Valorisation des Bio-ressources : accent mis sur l’approvisionnement et l’amélioration de la qualité de l’eau.	P54(132) PP.55, 56 (139)	Doter le Cameroun de structures capables de produire de l’eau en quantité et en qualité	Eau potable pour tous les ménages	Eau potable pour tous les ménages	<ul style="list-style-type: none"><li>• Masters en Bio-prospection et valorisation ;</li><li>• Masters en biotechnologie végétale ;</li><li>• Masters en Biochimie Industrielle ;</li><li>• Master en Chimie Bio-organique et médicale</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• CRFD Sciences de la vie, santé et environnement ;</li><li>• Laboratoire d’énergie, eau et environnement ;</li><li>• Laboratoire d’hydrologie et environnement ;</li><li>• Laboratoire Génie civil, hydrologie altérologie, assainissement des eaux</li></ul>	<u>Nationaux</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• CDE</li><li>• MINEE</li></ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• IRD</li></ul>	<b>50 000 000</b>
		Combler le déficit dans le secteur						
		Mettre un terme aux coupures intempestives d’eau et à la hausse des prix	Procédures de contrôle de qualité de bio-ressources	<ul style="list-style-type: none"><li>• Médicament traditionnel amélioré</li><li>• Dépositoire des produits naturels et modifiés</li></ul>				
		Bio-prospection et caractérisation des essences et principe actif						
		Synthèse des principes et création d’un dépositoire des produits	Dépositoire des produits naturels et bonne qualité de l’eau	Procédure standard d’opération.				
		Etablir les normes et standard des extraits naturels.	Engrais biologique.					

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014 (F CFA)
OSD 9 :  Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix	<ul style="list-style-type: none"><li>• P. 110(232)</li><li>• P.109(424)</li><li>• p98(368-373)</li></ul>	Réaliser un diagnostic stratégique sur le secteur	Créer un Centre d'étude et de promotion de la paix à la FALSH	<ul style="list-style-type: none"><li>• Maintien de la paix au Cameroun</li><li>• Harmonie entre les composantes</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Master en pathologie du langage en multilinguisme, en gestion de langues et culture de la paix, en Psychologie Sociale et Expérimentale,</li><li>• Master professionnel sur la paix et la gestion des conflits ;</li><li>• Ph.D en pathologie du langage, en multilinguisme, en gestion de langues et culture de la paix, en Psychologie Sociale et Expérimentale</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• CRFD en Art, Langues et Cultures ;</li><li>• Labo de Psychologie Sociale et Expérimentale.</li></ul>	<u>Nationaux</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• ANACLAC</li><li>• SIL</li><li>• CABTAL</li></ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• Union Africaine</li><li>• Commonwealth</li><li>• AUF</li></ul>	50 000 000
		Dresser une cartographie des risques de rupture possible de la paix et des zones de conflits au Cameroun	Créer un laboratoire de recherche et de promotion de la paix					
	Proposer les solutions possibles, les types de préventions, résolutions et négociations	Inscrire « Prévention et Gestion des conflits » sur les curricula						
	Optimiser la stabilité et la paix sans lesquelles aucune œuvre de développement ne peut être entreprise	Dialogue social.						
	Créer des synergies avec l'Union Africaine.							

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014 (F CFA)
<b>OSD 10 :</b>  Appropriation et développement de la formation et de la recherche en éducation et en technologies éducatives.	<ul style="list-style-type: none"><li>• pp77, 78 (250-267)</li></ul>	Formations des ressources humaines compétentes en Education et Technologies éducatives	Documents de politiques de formation continue élaborés	Nombre d'enseignants formés	Université virtuelle.	<ul style="list-style-type: none"><li>• CRFD</li><li>• Sciences Humaines, sociales et éducation ;</li><li>• Labo GRELA ;</li><li>• Labo LINO.</li></ul>	<u>Nationaux :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ministère de l'Enseignement Supérieur ;</li><li>• Minefop ;</li><li>• Autres universités d'Etat.</li></ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• Agence Universitaire de la Francophonie ;</li><li>• INDE ;</li><li>• UA.</li></ul>	50 000 000
		Formations des formateurs	Enseignants formés en pédagogie universitaire et technologies éducatives					
		Formations continues	Formation qualifiante de professionnel	Pourcentage de professionnels en provenance des milieux professionnels publics et privés formés				
		Recherches fondamentales et développement	Subventions des projets de recherche étudiants	<ul style="list-style-type: none"><li>• Recherche</li><li>• Publications</li></ul>				
		Acquisition et développement des outils et modèles technologiques	<ul style="list-style-type: none"><li>• Didacticiels</li><li>• programme d'application</li><li>• ouvrages numériques et physiques</li><li>• progiciels</li></ul>					
		Exploitation des accords de coopération interuniversitaires à des fins de développement économique et social	<ul style="list-style-type: none"><li>• Licence et brevet d'inventions</li><li>• Subventions des projets de recherches étudiants</li><li>• Revue interuniversitaire</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de licence et brevet déposés</li><li>• Nombre de formations à distances</li><li>• Nombre de revues universitaires</li></ul>				

			d'information et d'orientation professionnelle • Recherche de partenariats nationaux et internationaux	d'orientation professionnelle • Nombre de relations de coopération établies • Nombre de mobilités étudiants et enseignants				
		Création des centres de ressources documentaires et numériques	• Mise en place du cadre réglementaire • Liens établis avec d'autres centres dans le monde	• Nombre de centres créés • Budget disponible				
		Création et développement des centres d'information de conseil et d'accompagnement	• Mise en place du cadre réglementaire • Plaidoyers pour la reconnaissance des professionnels par des structures étatiques • Cellule de validation des acquis de l'expérience • Liens établis avec d'autres centres dans le monde	• Nombre de centres créés • Nombre de textes signés ; • Nombre de formations hybrides ; • Nombre de formation en présentiels • Budget disponible • Nombre de moyens créés pour l'orientation et l'accompagnement				
		Etudes de besoins en éducation ; formation et Technologies Educatives et mutualisation des ressources.	Documents de politique et des actions de recherche développement en direction du monde économique	Nombre de ressources documentaires élaborés				
			Projets de recherche élaborés	Nombre de projets élaborés				

			Colloques et séminaires organisés ; visites d'études universités d'été	Nombre de colloques et séminaires tenus				
			Centres de ressources documentaires mutualisés.	Budget disponible				

Objectif Stratégique de Développement	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE)	Activités	Résultats attendus	Indicateurs de vérification	Formation de Masters et PhD	Centres de Recherche et de Formation Doctorale/ Laboratoires et Réseaux de recherche	Partenariats nationaux, bilatéraux et multilatéraux	Budget 2014 En FCFA
OSD 11 :  Amélioration de la quantité et de la qualité de la production cinématographique	<ul style="list-style-type: none"><li>• P.16</li><li>• P.67, §191</li><li>• P110, §433</li><li>• P111, §435-441</li></ul>	Faire un diagnostic stratégique du secteur de la quantité et de la qualité de la production cinématographique	Diagnostic exhaustif du secteur réalisé	La qualité du document de diagnostic élaboré	<ul style="list-style-type: none"><li>• Master «Construction Terre » ;</li><li>• Master « Construction Bois » ;</li><li>• Master « Construction Pierre » ;</li><li>• Master «Aménagement et développement urbain»</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• CRFD Sciences Technologies et Géosciences ;</li><li>• Laboratoire de Géologie de l'Ingénieur (Faculté des Sciences-UYI) ;</li><li>• Laboratoire de Chimie physique structurale et macromoléculaire (Ecole de Physique et Chimie Industrielles) ;</li><li>• Laboratoire d'Etude de transfert en Hydrologie et Environnement (Université Joseph Fourier de Grenoble) ;</li><li>• Labo de chimie physique des matériaux minéraux</li></ul>	<u>Nationaux</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat ;</li><li>• MIPROMALO ;</li><li>• Labogénie ;</li><li>• Bric Douala ;</li></ul> <u>Multilatéraux</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Ecole Nationale d'Architecture de Grenoble-CRATERre</i> ;</li><li>• <i>INSA de Lyon</i> ;</li><li>• <i>Société Immobilière de l'Ile de la Réunion (CIFRE)</i> ;</li><li>• <i>Institut d'Urbanisme de Grenoble (Université Pierre Mendes France)</i> ;</li><li>• <u>AUF</u> ;</li><li>• Organisation de la Conférence Islamique ;</li><li>• Association of Commonwealth Universities ;</li></ul>	50 000 000
		Doter le laboratoire <b>cinéma école</b> de structures et d'équipements adéquats	Laboratoires et structures de recherche identifiés et dotés d'infrastructures et d'équipements adéquats	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le nombre de centres et laboratoires équipés ;</li><li>• Le niveau de performance des structures équipées</li></ul>				
		Offrir des opportunités de formation professionnelle et de transfert de technologie	Des formations spécialisées, des voyages d'études, d'échanges d'expertises et de compétences sont effectués	Le nombre de personnes formées				
			Des mécanismes de transfert de technologie identifiés et mis en œuvre	Le nombre d'initiatives de transfert de technologie concrétisées	<ul style="list-style-type: none"><li>• PhD « Construction Terre » ;</li><li>• PhD « Construction Bois » ;</li><li>• PhD « Construction Pierre » ;</li><li>• Master et PhD en urbanisme</li></ul>			
		Organiser un forum national sur les matériaux locaux de construction	Des fora organisés par les structures compétentes					
		Développer et mettre en œuvre un programme d'Activités génératrices de revenus (AGR)	Des campagnes d'information, de communication, de sensibilisation et d'éducation réalisées	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'audience acquise par les campagnes d'AGR</li><li>• Les AGR de l'Université de Yaoundé I dans le domaine de l'habitat</li></ul>				
		Susciter des partenariats au niveau national, régional et international	Le secteur privé national et autres partenaires régionaux sont identifiés et impliqués dans le processus de	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le nombre de partenariats conclus et signés</li><li>• Les Sociétés et les</li></ul>				



			développement des matériaux locaux de construction	entreprises universitaires compétitives			• Association des Universités Africaines.	
		Développer des normes de fabrication de matériaux et des techniques constructives adaptées aux réalités camerounaises.	Des brevets et publications scientifiques faits	Le nombre de brevets et de publications				
			Recensement et appropriation de brevets de pointe à accès libre	Nombre de brevets de pointe à accès libre appropriés				

## **D-TEXTES ORGANIQUES**

-----  
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

-----  
MINISTRY OF HIGHER EDUCATION

-----  
SECRETARIAT GENERAL

-----  
SECRETARIAT GENERAL

**Arrêté N° I3/0087/MINESUP/SG /CJ/UIYI du 31 JAN 2013 portant création des Centres de Recherche et de Formation Doctorale à l'Université de Yaoundé I.**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,**

- Vu la Constitution;
- Vu la Directive n°01/006-UEAC-019-CM-14 du 11 mars 2006 portant application du système LMD (Licence, Master, Doctorat) dans les universités et Etablissements d'enseignement supérieur de l'espace CEMAC ;
- Vu la Directive 02/006-UEAC-019-CM-14 du 11 mars 2006 portant organisation des études universitaires dans l'espace CEMAC dans le cadre du système LMD
- Vu la Loi n°005 du 16 avril 2001 portant Orientation de l'Enseignement Supérieur;
- Vu la Loi n°2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat
- Vu le Décret n°2012/433 du 1 octobre 2012 portant organisation du Ministère de l'Enseignement Supérieur;
- Vu le Décret n°2005/383 du 17 octobre 2005 fixant les règles financières applicables aux Universités
- Vu le Décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant création d'Universités
- Vu le Décret n°93/027 du 19 Janvier 1993 portant dispositions communes aux Universités modifié et complété par le Décret n°2005/342 du 10 septembre 2005
- Vu le Décret n°93/036 du 1 janvier 1993 portant organisation administrative et académique de l'Université de Yaoundé I
- Vu le Décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement;
- Vu le Décret n°20 11/ 410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement
- Vu l'arrêté n°99/0055/MINESUP/DDES du 16 novembre 1999 portant Dispositions Générales Applicables à l'Organisation des Enseignements et des Evaluations dans les Universités d'Etat du Cameroun;
- Vu l'arrêté n°99/0081/MINESUP/DDES du 23 décembre 1999 portant Organisation du Cycle de Doctorat ou Doctor of Philosophy (Ph.D) dans les Universités d'Etat du Cameroun modifié et complété par l'arrêté n°01/0030/MINESUP/DDES du 11 avril 2001;
- Vu l'arrêté n°01/0089/MINESUP/DDES du 29 octobre 2001 portant création et organisation de l'Habilitation à Diriger les Recherches dans les Institutions publiques d'enseignement supérieur;
- Vu l'arrêté n°10/0395/MINESUP du 16 novembre 2010 fixant le cadre et l'organisation de l'Habilitation à Dispenser des Enseignements Professionnels ou Technologiques (HDPT) dans les Institutions de l'Enseignement Supérieur;

Considérant les nécessités de services,

**ARRETE:**

**Article 1<sup>er</sup> :** (1) Il est créé à l'Université de Yaoundé I, **quatre (4) Centres de Recherche et de Formation Doctorale**, en abrégé «**CRFD**»), dans les domaines ci- après :

- 1— Centre de Recherche et de Formation Doctorale en «**Arts, Langues et Cultures** » ;
- 2- Centre de Recherche et de Formation Doctorale en « **Sciences Humaines, Sociales et Educatives** » ;
- 3- Centre de Recherche et de Formation Doctorale en « **Sciences, Technologies et Géosciences** » ;
- 4- Centre de Recherche et de Formation Doctorale en « **Sciences de la Vie, Santé et Environnement** ».

**Article 2 :** Les Centres de Recherche et de Formation sont structurés en Unités de recherche et de formation doctorale, thématiques et bu interdisciplinaires, regroupant un ensemble de spécialités connexes qui préparent au Master, Doctorat et à l'Habilitation à Diriger les Recherches (HDR) et les travaux professionnels (HDPT).

**Article 3 :** L'organisation et le fonctionnement desdits centres feront l'objet des textes particuliers.

**Article 4 :** Le Recteur de l'Université de Yaoundé I est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié selon la procédure d'urgence et inséré au Journal Officiel, en français et en Anglais.

Fait à Yaoundé le 31 JAN 2013

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur,

  
**Jacques FAME NDONGO**  
*Jacques Fame Ndong*

**Ampliations :**

- CAB/MINESUP ;
- CAB/SG ;
- R/Uyi ;
- IGA ;
- IGS ;
- DDES ;
- CJ.



**DECISION N°13-0687UYI/CAB/R du 26 juin 2013 Portant organisation et fonctionnement des Centres de Recherche et de Formation Doctorale (CRFD) de l'Université de Yaoundé I.**

**LE RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I,**

Vu la Constitution ;  
Vu la directive n°06-UEAC-0196CM-14 portant application du système LMD (Licence, Master, Doctorat) dans les universités et établissements d'enseignement supérieur de la zone CEMAC ;  
Vu la loi n° 005 du 16 avril 2001 portant Orientation de l'Enseignement Supérieur ;  
Vu le Décret n° 2012/433 du 1<sup>er</sup> octobre 2012 portant organisation du Ministère de l'Enseignement Supérieur ;  
Vu le Décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant création des universités d'Etat ;  
Vu le Décret n°93/027 du 19 janvier 1993 portant dispositions communes applicables aux universités modifié et complété par le décret n°2005/342 du 10 septembre 2005  
Vu le Décret n°93/036 du 29 janvier 1993 portant organisation administrative et académique de l'Université de Yaoundé I ;  
Vu le Décret n°201/333 du 29 juin 2012 portant nomination du Recteur de l'Université de Yaoundé I ;  
Vu l'Arrêté n° 99/0055/MINESUP/DDES du 16 novembre 1999 portant dispositions générales applicables à l'organisation des enseignements et des évaluations dans les universités d'Etat du Cameroun, modifié par arrêté n°01/0030/MINESUP/DDES du 11 avril 2001 ;  
Vu l'Arrêté n°99/0081/MINESUP/DDES du 23 décembre 1999 portant organisation du cycle de Doctorat ou Doctor of Philosophy (Ph. D) dans les Universités d'Etat du Cameroun ;  
Vu l'Arrêté n°01/0030/MINESUP/DDES du 29 octobre 2001 portant création et organisation de l'Habilitation à Diriger les Recherches dans les Institutions publiques d'enseignement supérieur du Cameroun modifié et complété par l'arrêté n°10/0396/MINESUP du 16 novembre 2010 ;  
Vu l'Arrêté n°2010/ 0395/MINESUP du 16 novembre 2010 fixant le cadre et l'organisation de l'Habilitation à Dispenser des Enseignements Professionnels ou Technologiques (HDPT) dans les Institutions de l'Enseignement Supérieur ;  
Vu la résolution n°9 du Conseil d'Université du 27 décembre 2012 portant adoption de la création des Centres de Recherche et de Formation Doctorale à l'Université de Yaoundé I ;  
Considérant les nécessités de services,

Décide:

**CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1er.-** La présente décision prise en application des arrêtés n°99/0081, n°01/0030 du 29/10/2001 et du 23/12 1999, n°2010/0395 du 16/2010 susvisés porte organisation et fonctionnement des Centres de Recherche et de Formation Doctorale, en abrégé, « CRFD », à l'Université de Yaoundé

**Article 2.-** (1) Les CRFD sont des structures académiques de coordination des enseignements et de la recherche du niveau de Master et Doctorat correspondant au troisième Cycle de formation, en vue de l'obtention des diplômes de Master et de Doctorat.

(2) Les CRFD comprennent une masse critique d'enseignants-chercheurs, de chercheurs et de doctorants et constituent des lieux privilégiés des activités liées à la recherche fondamentale et appliquée puis le cas échéant, à l'insertion professionnelle harmonieuse des étudiants des niveaux Master et Doctorat.

**Article 3-** (1) Les Centres de Recherche et de Formation doctorale ont pour mission de faire de la période doctorale, un véritable cycle de formation à la recherche par la recherche dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

A cet effet, les Centres sont chargés :

**a) Au titre de l'Enseignement, de :**

- l'organisation des enseignements ;
- l'évaluation des enseignements ;
- des autorisations d'inscription de doctorants ;
- l'encadrement des doctorants et l'harmonisation de leurs conditions de travail tout le long de leurs études, de leur inscription à la remise de leur doctorat ;
- l'encadrement des masters, des thèses de Doctorat et des travaux d'HDR et HDPT.

**b) Au titre de la Recherche, de :**

- l'animation de la recherche
- l'évaluation de la recherche ;
- l'organisation des réseaux et plates- formes de la recherche ;
- la valorisation des recherches des enseignants, des chercheurs et des étudiants ;
- la délivrance des autorisations de soutenances des mémoires de Master, des thèses de Doctorat et des travaux d'HDR et HDPT.
- la délivrance des diplômes en collaboration avec les établissements concernés ;
- la gestion du Fichier des thèses de Master, de Doctorat et des Travaux d'HDR et d'HDPT.

(2) Les Centres de Recherche et de Formation Doctorale participent également à la mission de transfert des connaissances, notamment en relation avec l'univers professionnel, en s'impliquant dans les projets de recherche financés, les contrats et plates formes de collaboration de recherche avec les entreprises.

A cet effet, ils sont chargés au titre de l'appui au développement :

- de la diffusion des résultats de la recherche ;
- de la valorisation des recherches des enseignants, des chercheurs et des étudiants ;
- de l'identification et l'application des programmes et problématiques nationaux et sous Régionaux prioritaires de recherche ;
- de la mobilité des enseignants, des chercheurs et des étudiants ;
- de l'appui au développement par la pensée et l'action ;
- des prestations des services d'expertise ;
- des relations avec les collectivités territoriales décentralisées et la société civile ;
- de la coopération interuniversitaire et cotutelle.

## **CHAPITRE II : ORGANISATION**

**Article 4-** Les CRFD de l'Université de Yaoundé I sont structurés en Unités de Recherche et de Formation Doctorale (URFD) thématiques et ou interdisciplinaires, regroupant un ensemble de spécialités connexes qui préparent au Master, au Doctorat et à l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) ou des Travaux Professionnels (HDPT).

**Article 5-** Les CRFD de l'Université de Yaoundé I se composent des Unités de Recherche et de Formation Doctorale en abrégé, « UFRD », suivantes :

### **1- CRFD Arts, Langues et Cultures :**

- URFD en Langues et Littératures (Langues et Communication, Linguistique, Littératures);

- URFD en Arts, Cultures et Civilisations (Arts, Industries Culturelles, Civilisations) ;

## **2- CRFD Sciences Humaines Sociales et Educatives :**

- URFD en Sciences Humaines et Sociales (Sciences de l'Homme et de la Société, Espaces et Territoires, Etudes Africaines) ;
- URFD en Sciences de l'Education et Ingénierie Educative (Didactique, Ingénierie Educative et Développement : Systèmes Educatifs et Pratique Professionnelle, Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnelle).

## **3- CRFD Sciences, Technologies et Géosciences :**

- URFD en Mathématiques, Informatique, Bioinformatique et Applications ;
- URFD en Sciences de l'Ingénieur et Applications ;
- URFD en Physique et Applications ;
- URFD en Chimie et Applications ;
- URFD en Géosciences et Applications .

## **4- CRFD Sciences de la vie, Santé et Environnement :**

- URFD Sciences de la Vie (Biologie des Organismes et Applications ; Biochimie, Biophysique et Applications) ;
- URFD Santé et Environnement (Sciences Biomédicales, Sciences de l'Environnement).

**Article 6-** 1) Placé sous l'autorité d'un Coordonnateur, le CRFD comprend les organes ci-après :

- un Conseil Scientifique et Pédagogique ;
- des Unités de Recherche et de Formation Doctorale ;
- une Unité de gestion académique ;
- une Unité de gestion administrative et financière.

2) Le Coordonnateur d'un CRFD est un enseignant de rang magistral désigné par décision du Recteur, sur proposition du Conseil de l'Université, pour un mandat de 3 ans renouvelable deux fois.

(3) Le Coordonnateur du CRFD met en œuvre le programme d'actions du Centre et présente chaque année un rapport d'activités de l'Ecole doctorale devant le conseil scientifique et pédagogique du Centre et le Conseil de l'Université.

(4) Il présente chaque année la liste des doctorants et étudiants du niveau de Master recrutés devant le Conseil scientifique et pédagogique du Centre et en informe le Conseil d'Établissement concerné

**Article 7-** Du Conseil Scientifique et Pédagogique

(1) Le Conseil Scientifique et Pédagogique est composé ainsi qu'il suit :

- les Chefs des Etablissements concernés ;
- le Coordonnateur du Centre ;
- les Coordonnateurs des URFD du Centre ;
- le ou les Chefs de Département concerné ;
- 04 enseignants de rang magistral du Centre ;
- un (01) représentant des doctorants élus par ses pairs;
- un (01) représentant des Responsables des Laboratoires et Equipes de Recherche désigné pour une période de deux (02) ans renouvelable une (01) fois ;
- un (01) représentant des Responsables des Groupes de Recherche du Centre désigné pour une période de deux (02) ans renouvelable une (01) fois ;
- le Responsable de l'Unité de gestion académique ;
- le Responsable de l'Unité de gestion administrative et financière du Centre;

- une (01) personnalité externe de nationalité camerounaise ou étrangère, choisie en raison de ses compétences dans les domaines scientifiques d'une part et dans les secteurs industriels et socio-économiques concernés d'autre part.

(2) La composition d'un Conseil Scientifique et Pédagogique est constatée par décision du Recteur.

(3) Le Conseil Scientifique et Pédagogique du CRFD adopte le programme d'actions du Centre, et gère par des délibérations, les affaires qui relèvent du CRFD.

(4) Le Conseil Scientifique et Pédagogique se réunit au moins trois fois par an.

**Article 8.-** (1) Placé sous l'autorité d'un coordonnateur scientifique, l'URFD est composée:

- des laboratoires et(ou) des équipes de recherche comprenant en leur sein des Groupes de Recherche ;
- des enseignants, des chercheurs et des étudiants du niveau de Master et de doctorat.

(2) Le coordonnateur scientifique de l'URFD est un enseignant de rang magistral nommé par décision du Recteur sur proposition du Coordonnateur du Centre, et après avis du Conseil Scientifique et Pédagogique du CRFD, pour un mandat de 3 ans renouvelable une fois.

(3) Placé sous l'autorité scientifique d'un enseignant de rang magistral, le Groupe de Recherche est constitué d'au moins deux enseignants dont un est de rang magistral, de chercheurs et des étudiants de master et de doctorat ;

(4) Le Responsable d'un Laboratoire, d'une Equipe de Recherche ou d'un Groupe de Recherche est nommée par décision du Recteur sur proposition du Coordonnateur de l'URFD, et après avis du Conseil Scientifique et Pédagogique du CRFD.

**Article 9.-** (1) L'Unité de Gestion Académique et l'Unité de Gestion Administrative et Financière sont placées sous la responsabilité de personnalités désignées par décision du Recteur.

(2) L'Unité de Gestion Académique est chargée de la gestion académique, du Centre. A ce titre, elle est chargée des inscriptions académiques des étudiants et des doctorants, de la mobilité des étudiants et des enseignants et des opérations liées à la délivrance des autorisations des soutenances et des diplômes, du traitement des notes d'évaluation, de la gestion du fichier des mémoires de master, de thèse de doctorat et des travaux d'HDR et d'HDPT, de l'identification et de la mise en œuvre des programmes, thématiques de recherche et problématiques au niveau national et sous régional prioritaires, en relation avec les collectivités territoriales décentralisées, la société civile, la coopération interuniversitaire et cotutelle.

(3) L'Unité de Gestion Administrative et Financière est chargée de la gestion administrative et financière du Centre.

### **CHAPITRE III - STATUTS ACADÉMIQUE DES CRFD**

**Article 10.-**(1) Les CRFD sont académiquement rattachés aux Etablissements de l'Université de Yaoundé I, selon les spécialités.

(2) Les Etablissements de l'Université de Yaoundé I assurent la collation des diplômes préparés par les CRFD créés en leur sein, conformément aux dispositions de l'article 13 ci-dessous.



## **CHAPITRE IV- ENSEIGNEMENTS ET DIPLÔMATION**

**Article 11-**(1) La formation au niveau du Master selon l'option Master de recherche et Master professionnel, débute en Master 2. Elle comprend les trois Modules suivants :

- Module Enseignements théoriques et pratiques ;
- Module Séminaires et stages ;
- Module Mémoire de fin d'études.

(2) La formation s'étale sur une période d'une année académique, comprenant un total de soixante (60) crédits et est sanctionnée de la manière suivante :

- la validation des crédits d'enseignements théoriques et pratiques ainsi que les séminaires et stages ;
- la soutenance d'un mémoire de recherche ou professionnel devant un jury constitué à cet effet. Toutefois, la soutenance est conditionnée par la validation de la totalité des crédits d'enseignements théoriques, pratiques ainsi que des séminaires et des stages.

(3) Les enseignements théoriques et pratiques ainsi que les séminaires couvrent le premier semestre. Ils comprennent entre quatre (04) et six(06) unités d'enseignement pour un total de crédits compris entre 30 et 40 selon les spécificités de chaque CRFD.

(4) Les mémoires de recherche et/ou les mémoires professionnels, assortis d'un rapport de stage ou de stage professionnel comptent pour 20 à 30 crédits selon les spécificités de chaque CRFD.

Les mémoires et les rapports de stages sont soutenus au cours du deuxième semestre.

**Article 12-** (1) La formation conduisant au diplôme de Doctorat se fait en deux (02) phases : la première phase couvre la première année d'inscription, soit deux (02) semestres, et la deuxième phase, les deux années suivantes.lk

(2) Au cours de la première phase de la formation, les modules suivants sont dispensés aux doctorants

- cours de méthodologie comportant -deux (02) UE pour un total de douze (12) crédits soit six(06) crédits par UE ;
- cours théoriques comportant deux (02) UE pour un total de douze (12) crédits, soit six(06) crédits par UE ;
- séminaires (03) pour un total de 18 crédits, soit six(06) crédits par séminaire.

Au terme de la 'Première phase, il est organisé un examen général de synthèse dont la forme est définie par chaque URFD et validée par le CRFD.

L'examen général de synthèse compte pour trois (03) UE, soit 18 crédits.

La première année de Doctorat compte pour un total de soixante (60) crédits, repartis de la manière suivante

- |                                   |                       |
|-----------------------------------|-----------------------|
| - Méthodologie                    | (S1) 06x2= 12 crédits |
| - Théorie(S1)                     | 06x2= 12 crédits      |
| - Séminaire (S2)                  | 06x3= 18 crédits      |
| - Examen général de synthèse (S2) | 18 crédits            |
| - Total                           | 60 crédits            |

Après validation des UE de la première phase et de l'examen général de synthèse, le doctorant peut être autorisé à poursuivre ses travaux de recherche pour la rédaction de sa thèse au cours de la deuxième phase.

(3) Au cours de la deuxième phase de formation, les travaux des doctorants sont présentés et évalués au cours des séminaires doctoraux qui se déroulent au sein des URFD de chaque Centre.

- a) Les séminaires doctoraux comportent les deux modules suivants
  - module 1 : Communication et Conférences présentées par des enseignements de rang magistral ;
  - module 2 : présentation de l'état d'avancement des travaux de recherche par les doctorants.
- b) Le suivi de la participation des étudiants est assuré par l'URFD du Centre et la participation effective des doctorants, à raison de deux fois au moins par année, aux séminaires doctoraux, est une des conditions de délivrance de l'autorisation de soutenance.

(4) -Le Doctorat compte en tout :

- les enseignements de la première phase, soit 60 crédits
- la thèse qui représente 120 crédits

Total 180crédits.

(5) Le Doctorat est un diplôme de niveau Bac + huit (08), accessible aux titulaires de Master (niveau II) ou d'un diplôme jugé équivalent.

Il existe deux types de doctorats :

- le Doctorat Ph.D de recherche ;
- le Doctorat professionnel.

**Article 13.-** Les travaux soumis dans le cadre de l'HDR sont formellement brochés et présentés par le candidat de la manière suivante

- Volume 1 : éléments d'identification et cursus académique du candidat ;
- Volume 2 : synthèse des travaux de recherche avec des tirés à part des publications ;
- Volume 3: mémoire complémentaire portant sur une réflexion fondamentale du candidat dans son domaine de spécialité.

**Article 14.-** L'Université de Yaoundé I offre dans le cadre des filières professionnelles une Habilitation à Diriger des Travaux Professionnels (HDTP). L'organisation et le fonctionnement de l'HDTP obéissent aux mêmes principes que l'HDR.

**Article 15.-** Les CRFD préparent les dossiers de diplômentation (Master, Doctorat, HDR et HDPT et les soumet à la signature du chef d'Etablissement de rattachement du Centre, selon les spécialités.

**Article 16.-** La formation dans les Centres de Recherche et de Formation Doctorale (CRFD) est sanctionné par trois diplômes : Master, Doctorat, HDR et HDPT.

## **CHAPITRE V - CONDITIONS D'ADMISSION**

**Article 17.-** L'admission à un CRFD se fait par voie de sélection en fonction de la capacité d'accueil.

**Article 18.-** Au niveau du Master, peut être admis

- Tout candidat ayant obtenu en Master I au moins une moyenne générale pondérée de 2,4/4, ce qui correspond à la note totale de 60/100 ou 12/20 ;

**Article 19.-**(1) Au niveau du Doctorat /PHD, peut être admis tout candidat ayant obtenu en Master II, au moins une moyenne générale pondérée de 2,4/4, qui correspond à la note totale de 60/100 ou 12/20 et soutenu avec au moins, la mention assez bien en mémoire de Master.

(2) Le candidat à l'admission au Doctorat de recherche doit soumettre un projet de recherche d'une dizaine de pages, approuvé par le Directeur de recherche pressenti, enseignant de rang magistral.

(3) Le Conseil Scientifique et Pédagogique du Centre émet son avis sur l'ensemble du dossier avant de transmettre, par voie hiérarchique à la Commission de sélection présidée par le Recteur.

(4) Le Conseil scientifique peut dans les cas particuliers-adopter les mesures dérogatoires.

**Article 20.-**(1) Peut être admis à présenter les travaux pour l'obtention de l'HDR, tout candidat titulaire d'un Doctorat nouveau régime, d'un Doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, obtenus depuis au moins deux(02) ans. En outre, le candidat doit être membre d'un laboratoire ou d'une Equipe de Recherche, attesté par les travaux de recherche de ladite Equipe.

- (1) le Conseil Scientifique et Pédagogique émet un avis sur le dossier et le transmet par voie hiérarchique à la Commission de sélection présidée par le Recteur.

## **CHAPITRE VI-PROCÉDURE D'INSCRIPTION**

**Article 21-**(1) L'étudiant candidat à une admission en Master, Doctorat/Ph.D, HDR, HDTP est tenu de prendre une inscription auprès du CRFD qui travaille en liaison étroite avec la scolarité de l'Etablissement concerné et le Fichier Central des mémoires, travaux et thèses du Rectorat.

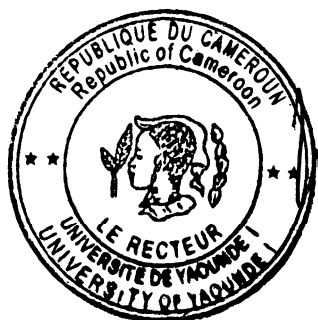
(2) Le montant des droits universitaires (DU) à payer par le candidat est celui prévu par la réglementation en vigueur et conformément aux usages universitaires.

## **CHAPITRE VII-DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

**Article 24-** (1) Pour l'accomplissement de leurs missions, les CRFD jouissent d'une autonomie financière, sous réserve des dispositions de l'arrêté n°99/081 portant organisation du Doctorat.

(2) Les recettes des CRFD proviennent des financements des établissements de rattachement, du paiement des droits universitaires, des fonds générés par les contrats d'établissement, les projets et les entreprises, des subventions.

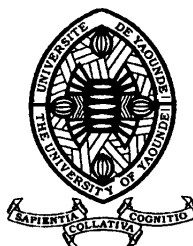
(3) Les fonds mis à la disposition des CRFD sont des deniers publics gérés suivant les principes de la comptabilité publique.



*M. Maurice Aurélien Soso*  
Pr. Maurice Aurélien Soso

CC:

- MINESUP
- VRS/SG/DAAC/Etablissements
- Archives/Chronos



**DÉCISION N° 13-0821 /UYI/VR-RCRME/DAAC/DRPD/SP du 19 sept 2013 portant relance, organisation et fonctionnement du Fonds Universitaire d’Appui à la Recherche (FUAR) de l’Université de Yaoundé I**

**LE RECTEUR DE L’UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I,**

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant création des Universités d’État ;

Vu le décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant dispositions communes aux Universités, modifié par le décret n°2005/342 du 10 septembre 2005 ; (Yaoundé I, Yaoundé II, Buéa, Douala, Dschang, Ngaoundéré) ;

Vu la loi n° 2001/005 du 16 avril 2001 portant orientation de l’Enseignement Supérieur ;

Vu le décret n° 2005/142 du 29 avril 2005 portant organisation du Ministère de l’Enseignement Supérieur ;

Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2012/333 du 29 juin 2012 portant nomination du Recteur de l’Université de Yaoundé I ;

Vu les prévisions du Budget de l’Exercice 2014 ;

Vu les nécessités de service ;

**DÉCIDE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** L’Université de Yaoundé I relance, à partir de l’année 2013, un Fonds Universitaire d’Appui à la Recherche, en abrégé et ci-dessous désigné FUAR.

**Article 2 :** Le FUAR est un programme institutionnel de l’Université de Yaoundé I destiné au soutien des activités de Recherche sous appel à candidatures sur une base compétitive, en vue de l’obtention des résultats de haut niveau.

**Article 3 :** Le FUAR est placé sous l’autorité du Recteur de l’Université de Yaoundé I.

**Article 4 :** Le FUAR assure annuellement le financement des projets de recherche scientifiques individuels et/ou collectifs dans les champs des objectifs stratégiques de développement prioritaires

préalablement définis par le Chef de l'Institution.

**Article 5 :** Le Vice-Recteur en charge de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises assure la coordination et l'animation du FUAR sous la supervision du Recteur.

**Article 6 :** Les dossiers soumis au financement du FUAR sont étudiés dans une Commission appelée «Commission de Pilotage du Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche».

**Article 7 :** La Commission a pour missions de :

- procéder à l'examen des dossiers soumis au Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche;
- sélectionner les meilleures candidatures;
- accorder des allocations aux candidatures retenues.

**Article 8 :** Les Commissions Scientifiques Consultatives des Établissements de l'Université de Yaoundé 1 procéderont à la pré-évaluation des projets financés par le FUAR et rédigeront un rapport circonstancié.

**Article 9 :**

(1) La Commission de pilotage du Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche est composée ainsi qu'il suit :

- le Recteur de l'Université de Yaoundé I, Président ;
- le Vice-Recteur de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises, Vice-Président ;
- les autres Vice-Recteurs, Membres ;
- le Secrétaire Général, Membre ;
- le DAAC, Rapporteur ;
- les Directeurs des CRFD, Membres ;
- les Chefs d'Établissement, Membres ;
- le DRPD, Membre ;
- le DCU, Membre ;
- le DEPE, Membre ;
- le Directeur du CBT, Membre ;
- le SPD, Membre ;
- le SP, Membre ;
- le SR, Membre ;
- le Conservateur de la Bibliothèque Centrale, Membre ;
- un ou plusieurs partenaire(s), Membre(s) ;
- le DAAF, Membre.

En outre, le Recteur peut inviter toute autre personne dont la présence lui paraît nécessaire, en raison de ses compétences et de son expertise, à participer aux travaux de la Commission avec voix consultative.

**(2)** La Commission siège au moins (03) fois l'an sur convocation de son président:

- au mois d'avril pour procéder à l'examen des dossiers soumis au Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche et accorder des allocations aux candidatures retenues;
- au mois de juillet, pour procéder à l'évaluation des projets financés par le FUAR et rédiger un rapport circonstancié;
- au mois de décembre pour procéder à l'évaluation annuelle des projets financés par le FUAR et projeter de nouvelles perspectives.

**Article 10** : L'Université de Yaoundé I concourt au fonctionnement du Fonds :

- par la mise à la disposition du Fonds, des moyens conséquents afin de faire publier les résultats de la recherche de haut niveau de l'Université de Yaoundé I par elle-même, sur des supports de bonne qualité ;
- par le contrôle des moyens mis à la disposition du Fonds.

**Article 11**: Au compte de la période triennale 2013-2015, le FUAR finance annuellement, sous appel à candidatures publié, onze (11) candidatures sélectionnées dont des projets de recherche qui visent les objectifs stratégiques de développement suivants :

- a) Amélioration de l'habitat par la promotion des matériaux locaux de construction ;
- b) Incubateur du développement au Cameroun par le mobile ;
- c) Cameroun, destination touristique privilégiée : contraintes et opportunités ;
- d) Amélioration de la production énergétique grâce à l'énergie solaire ;
- e) Amélioration de la filière production animale et halieutique ;
- f) Amélioration de la production des hydrocarbures ;
- g) Amélioration de la qualité dans le secteur santé ;
- h) Approvisionnement et amélioration de la qualité de l'eau ;
- i) Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix ;
- j) Technologies éducatives ;
- k) Production cinématographique.

**Article 12**:

- (1) Pour l'exercice 2013, et à titre exceptionnel, les candidatures seront enregistrées au Rectorat, Direction des Affaires Académiques et de la Coopération du 02 au 30 septembre 2013.
- (2) La Commission de pilotage se réunira deux (02) fois:

- au mois d'octobre, pour procéder à l'examen des dossiers soumis au Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche et accorder des allocations aux candidatures retenues;
- au mois de décembre, pour procéder à l'évaluation annuelle des projets financés par le FUAR et projeter de nouvelles perspectives.

(3) Les Présidents des Commissions Scientifiques Consultatives des Établissements sont d'office membres de la Commission de pilotage.

**Article 13:** Le Directeur des Affaires Académiques et de la Coopération et les Chefs d'Établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera communiquée et publiée partout où besoin sera, en français et en anglais.



  
*Pr. Maurice Aurélien Soso*

**Ampliations:**

- MINESUP (ATCR)
- Cab/R
- VRs
- SG/DAAC
- Chrono



**DÉCISION N° \_\_\_\_/UYI/VR-RCRME/DAAC/DRPD/SP du \_\_\_\_\_ portant  
création, organisation et fonctionnement du Fonds Universitaire d’Appui à la Production  
scientifique (FUAP) de l’Université de Yaoundé I**

**LE RECTEUR DE L’UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I,**

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant création des Universités d’État ;

Vu le décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant dispositions communes aux Universités, modifié par le décret n°2005/342 du 10 septembre 2005 ; (Yaoundé I, Yaoundé II, Buea, Douala, Dschang, N’Gaoundéré) ;

Vu la loi n° 2001/005 du 16 avril 2001 portant orientation de l’Enseignement Supérieur ;

Vu le décret n° 2005/142 du 29 avril 2005 portant organisation du Ministère de l’Enseignement Supérieur ;

Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2012/333 du 29 juin 2012 portant nomination du Recteur de l’Université de Yaoundé I ;

Vu les prévisions du Budget de l’Exercice 2014 ;

Vu les nécessités de service ;

**DÉCIDE :**

**TITRE I : CRÉATION, DÉNOMINATION ET DÉFINITION**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est créé à l’Université de Yaoundé I, un Fonds compétitif Universitaire d’Appui à la Production scientifique en abrégé et ci-dessous désigné FUAP.

**Article 2** : Le FUAP est un programme institutionnel de l’Université de Yaoundé I d’appui à l’académie destiné à la publication sur une base compétitive des résultats de la Recherche de haut niveau axé sur les objectifs stratégiques de développement prioritaires préalablement définis par le Chef de l’Institution.

**Article 3** : Le FUAP est placé sous l’autorité du Recteur de l’Université de Yaoundé I.

**Article 4** : Le FUAP assure, sur une base compétitive au moyen d’un appel à candidatures annuellement publié, le financement des projets d’ouvrages scientifiques individuels ou



collectifs et l'appui à l'édition numérique des revues dans les champs des objectifs stratégiques de développement prioritaires.

**Article 5 :** Le Vice-recteur en charge de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises assure la coordination et l'animation du FUAP sous la supervision de Monsieur le Recteur.

**Article 6 :** Les autorités responsables du Fonds compétitif Universitaire d'Appui à la Production scientifique sont assistées d'une Commission composée comme suit :

- Le Recteur de l'Université de Yaoundé I, Président ;
- Le Vice-Recteur de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises, Vice-Président;
- Les autres Vice-Recteurs, Membres;
- Le DAAC, Rapporteur ;
- Les Directeurs des CRFD, Membres ;
- Les Chefs d'Établissements ;
- Le DRPD, Membre;
- Le DEPE, Membre ;
- Le SPD, Membre ;
- Le Chef de Service des Publications, Membre ;
- Le Chef de Service de la Recherche, Membre ;
- Le Conservateur de la Bibliothèque Centrale, Membre ;
- Un ou plusieurs partenaires ;
- Le DAAF.

En outre, le Recteur peut inviter toute autre personne, dont la présence lui paraît nécessaire, à participer à aux travaux de la commission avec voix consultative.

**Article 7 :** La Commission se réunit sur convocation de son président au moins trois (03) fois l'an :

- En début d'exercice, pour approuver la politique de l'Institution universitaire en la matière, procéder à l'examen des dossiers soumis au Fonds et accorder des allocations aux équipes de recherche ;
- En milieu d'exercice budgétaire, de préférence en fin juillet, pour procéder à l'évaluation de l'état des projets financés par le FUAP et rédiger un rapport d'étape ;
- En décembre, pour procéder à l'évaluation annuelle des projets financés par le FUAP et projeter de nouvelles perspectives.

**Article 8 :** Le Recteur de l'Université de Yaoundé I concourt au fonctionnement du Fonds :

- Par la dotation de l'Université de Yaoundé I d'une maison d'édition universitaire;
- Par la mutualisation des efforts entre l'Université de Yaoundé I et certaines presses universitaires en vue de la minimisation des coûts de production ;

- Par des partenariats entre l'Université de Yaoundé I et les sites les plus visités pour une meilleure consommation des produits numériques de l'Université de Yaoundé I ;
- Par la mise à la disposition du Fonds des moyens conséquents afin de faire publier les résultats de la recherche de haut niveau de l'Université de Yaoundé I par elle-même sous des supports de bonne qualité ;
- Par le contrôle des moyens mis à la disposition du Fonds ;

**Article 9** : Le FUAP finance en 2013 sous appel à candidatures publié :

- 25 livres scientifiques publiés ;
- 10 journaux scientifiques publiés.

**Article 10** : Le FUAP est doté en 2013 d'une enveloppe de 50 000 000Fcfa répartie selon les objectifs stratégiques de développement.

**Article 11** : Pour l'Exercice 2013 Le Fonds compétitif Universitaire d'Appui à la Production scientifique octroiera des financements pour les publications visant les objectifs stratégiques de développement prioritaires suivants :

- a) Amélioration de l'habitat et par la promotion des matériaux locaux de construction ;
- b) Incubateur du développement au Cameroun par le mobile ;
- c) Cameroun destination touristique privilégiée : Contraintes et opportunités ;
- d) Amélioration de la production énergétique grâce à l'énergie solaire ;
- e) Amélioration de la filière production animale et halieutique ;
- f) Amélioration de la production des hydrocarbures ;
- g) Amélioration de la qualité dans le secteur santé ;
- h) Approvisionnement et amélioration de la qualité de l'eau ;
- i) Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix ;
- j) Technologies éducatives ;
- k) Production cinématographique.

**Article 12** : Le Vice-Recteur chargé de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises, le Secrétaire Général, le Directeur des Affaires Académiques et de la Coopération et les Chefs d'Établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera communiquée, publiée partout où besoin sera, en français et en anglais.

## **LE RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I**

**Ampliations :**

- MINESUP (ATCR)
- Cab/R
- VRs
- SG/DAAC
- Chrono



**DÉCISION N°\_\_ /UYI/VR-RCRME/DAAC/DRPD/SP du \_\_\_\_\_ portant  
création, organisation et fonctionnement du Fonds Universitaire d’Appui à la Mobilité des  
enseignants et des doctorants (FUAM) de l’Université de Yaoundé I**

**LE RECTEUR DE L’UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I,**

- Vu la Constitution ;  
Vu le décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant création des Universités d’État ;  
Vu le décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant dispositions communes aux Universités, modifié par le décret n°2005/342 du 10 septembre 2005 ; (Yaoundé I, Yaoundé II, Buéa, Douala, Dschang, Ngaoundéré) ;  
Vu la loi n° 2001/005 du 16 avril 2001 portant orientation de l’Enseignement Supérieur ;  
Vu le décret n° 2005/142 du 29 avril 2005 portant organisation du Ministère de l’Enseignement Supérieur ;  
Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;  
Vu le décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement ;  
Vu le Décret n°2012/333 du 29 juin 2012 portant nomination du Recteur de l’Université de Yaoundé I ;  
Vu les prévisions du Budget de l’exercice 2014 ;  
Vu les nécessités de service ;

**DÉCIDE :**

**TITRE I : CRÉATION, DÉNOMINATION ET DÉFINITION**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est créé à l’Université de Yaoundé I, un Fonds compétitif Universitaire d’Appui à la Mobilité des enseignants et des doctorants en abrégé et ci-dessous désigné FUAM.

**Article 2** : Le FUAM est un programme institutionnel de l’Université de Yaoundé I visant l’appui à l’académie à travers la mobilité sur une base compétitive et sous appel à candidatures des enseignants et des doctorants pour des missions de Recherche axées sur les objectifs stratégiques de développement (OSD).

**Article 3** : Le FUAM est placé sous l’autorité du Recteur de l’Université de Yaoundé I.

**Article 4** : Le FUAM assure, sur une base compétitive au moyen d’un appel à candidatures annuellement publié, le financement des déplacements des enseignants et des doctorants dans

les champs des objectifs stratégiques de développement prioritaires définis préalablement par le Chef de l'Institution.

**Article 5** : Le Vice-Recteur en charge de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises assure la coordination et l'animation du FUAM sous la supervision de Monsieur le Recteur.

**Article 6** : Les autorités responsables du FUAM sont assistées d'une Commission composée comme suit :

- Le Recteur de l'Université de Yaoundé I, Président ;
- Le Vice-Recteur de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises, Vice-Président;
- Les autres Vice-Recteurs, Membres;
- Le DAAC, Rapporteur ;
- Les Directeurs des CRFD, Membres ;
- Les Chefs d'Établissements ;
- Le DRPD, Membre;
- Le DEPE, Membre ;
- Le SPD, Membre ;
- Le Chef de Service des Publications, Membre ;
- Le Chef de Service de la Recherche, Membre ;
- Le Conservateur de la Bibliothèque Centrale, Membre ;
- Un ou plusieurs partenaires ;
- Le DAAF.

En outre, le Recteur peut inviter toute autre personne, dont la présence lui paraît nécessaire, à participer à aux travaux de la commission avec voix consultative.

**Article 7** : La Commission se réunit sur convocation de son président au moins trois fois l'an :

- En début d'exercice, pour approuver la politique de l'Institution universitaire en la matière, procéder à l'examen des dossiers soumis au FUAM et accorder des allocations aux équipes de recherche ;
- En milieu d'exercice budgétaire, de préférence en fin juillet, pour procéder à l'évaluation de l'état des mobilités accordées par le Fonds, rédiger un rapport sur les retombées de ces mobilités et examiner de nouvelles candidatures ;
- En décembre, pour procéder à l'évaluation annuelle des mobilités accordées par le FUAM et projeter de nouvelles perspectives.

**Article 8** : Le Recteur de l'Université de Yaoundé I concourt au fonctionnement du Fonds :

- Par la dotation effective du Fonds des financements par l'Université de Yaoundé I;
- Par des accords de partenariat activement porteurs entre l'Université de Yaoundé I et d'autres Institutions ;

- Par la mise à la disposition à temps du financement aux bénéficiaires ;
- Par le contrôle des moyens mis à la disposition du Fonds ;
- Par la vérification des retombées de la mobilité du bénéficiaire sur l'atteinte des objectifs stratégiques de développement préalablement définis par l'Institution.

**Article 9** : Le FUAM finance en 2013, sous appel à candidatures publié, 25 mobilités selon les quotas suivants:

- 18 enseignants ;
- 07 doctorants.

**Article 10** : Le FUAM est doté en 2013 d'une enveloppe de 60 000 000Fcf à répartir selon les objectifs stratégiques de développement prioritaires.

**Article 11** : Pour l'exercice 2013, le FUAM octroiera des financements pour les publications visant les objectifs stratégiques de développement prioritaires suivants :

- a) Amélioration de l'habitat par la promotion des matériaux locaux de construction ;
- b) Incubateur du développement au Cameroun par le mobile ;
- c) Cameroun destination touristique privilégiée : Contraintes et opportunités ;
- d) Amélioration de la production énergétique grâce à l'énergie solaire ;
- e) Amélioration de la filière production animale et halieutique ;
- f) Amélioration de la production des hydrocarbures ;
- g) Amélioration de la qualité dans le secteur santé ;
- h) Approvisionnement et amélioration de la qualité de l'eau ;
- i) Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix ;
- j) Technologies éducatives ;
- k) Production cinématographique.

**Article 12** : Le Vice-Recteur chargé de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises, le Secrétaire Général, le Directeur des Affaires Académiques et de la Coopération et les Chefs d'Établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera communiquée, publiée partout où besoin sera, en français et en anglais.

**LE RECTEUR DE L'UNIVERSITE DE YAOUNDE I**

**Ampliations** :

- Cab/R
- VR-EPDTIC/VR-RCRME
- SG/DAAC
- Chrono



**DÉCISION N° \_\_/UYI/VR-RCRME/DAAC/DRPD/SP du \_\_\_\_\_ Portant  
création, organisation et fonctionnement du Fonds Universitaire d'Appui aux Études  
Doctorales (FUAD) de l'Université de Yaoundé I**

**LE RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I**

- Vu la Constitution ;  
Vu la Directive n°06-UEAC-0196CM-14 portant application du système LMD (Licence, Master, Doctorat) dans les Universités et établissements d'enseignement supérieur de l'Espace CEMAC ;  
Vu le décret n°142 du 29 avril 2005 portant organisation du Ministère de l'Enseignement Supérieur ;  
Vu le Décret n°93/026 du 19 janvier 1993 portant création des Universités d'État ;  
Vu le Décret n°93/027 du 19 janvier 1993 portant dispositions communes applicables aux universités ; modifié et complété par le Décret 2005/342 du 10 septembre 2005 ;  
Vu le décret n°93/036 du 29 janvier 1993 portant organisation administrative et académique de l'Université de Yaoundé I ;  
Vu la loi n°2001 du 16 avril 2001 portant orientation de l'Enseignement supérieur ;  
Vu l'arrêté n°99/0055/MINESUP/DDES du 16 novembre 1999 portant dispositions générales applicables à l'organisation des enseignements et des évaluations dans les Universités d'Etat du Cameroun modifié par arrêté n°01/0030/MINESUP/DDES du 11 avril 2001 ;  
Vu l'arrêté n°99/0081/MINESUP/DDES du 23 décembre 1999 portant organisation du cycle de Doctorat ou Doctor of Philosophy (Ph.D) dans les Universités d'État du Cameroun ;  
Vu l'arrêté n°01/0089/MINESUP/DDES du 29 octobre 2001 portant création et organisation de l'habilitation à diriger des Recherches dans les Institutions Publiques d'enseignement supérieur du Cameroun ;  
Vu le Décret n°201/333 du 29 juin 2012 portant nomination du Recteur de l'Université de Yaoundé I ;  
Vu les nécessités de service ;

**DÉCIDE :**

**TITRE I : CRÉATION, DÉNOMINATION ET DÉFINITION**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est créé à l'Université de Yaoundé I, un Fonds compétitif Universitaire d'Appui aux études Doctorales en abrégé et ci-dessous désigné FUAD.

**Article 2** : Le FUAD est un programme institutionnel de l'Université de Yaoundé I d'appui à l'académie destiné à soutenir, sur une base compétitive, les directeurs de thèses et les doctorants sous le régime d'appels à candidatures sur des projets de recherche en doctorat de haut niveau axés sur le développement.

**Article 3** : Le FUAD est placé sous l'autorité du Recteur de l'Université de Yaoundé I et repose sur les Centres de Recherche et de Formation Doctorale (CRFD) opérationnels à l'Université de Yaoundé I, à savoir :

- CRFD Arts, Langues et Cultures ;

- CRFD Sciences Humaines, Sociales et Éducatives ;
- CRFD Sciences et Technologies ;
- CRFD Sciences de la Vie, Santé et Environnement ;

Et d'autres CRFD qui pourraient être créés en tant que de besoin par décision du Recteur.

**Article 4 :** Le FUAD assure , sur une base compétitive au moyen d'un appel à candidatures annuellement publié, le financement des projets d'ouvrages scientifiques individuels ou collectifs et l'appui à l'édition numérique des revues dans les champs des objectifs stratégiques de développement prioritaires définis préalablement définis par le Chef de l'Institution.

**Article 5:** Le Vice-Recteur en charge de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises assure la coordination et l'animation du FUAD sous la supervision de Monsieur le Recteur.

**Article 6 :** Le FUAD est dirigé par Monsieur le Recteur dans une Commission composée comme suit :

- Le Recteur de l'Université de Yaoundé I, Président ;
- Le Vice-Recteur de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises, Vice-Président;
- Les autres Vice-Recteurs, Membres;
- Le DAAC, Rapporteur ;
- Les Coordonnateurs des CRFD, Membres ;
- Les Chefs d'Établissements ;
- Le DRPD, Membre;
- Le DEPE, Membre ;
- Le SPD, Membre ;
- Le Chef de Service des Publications, Membre ;
- Le Chef de Service de la Recherche, Membre ;
- Le Conservateur de la Bibliothèque Centrale, Membre ;
- Un ou plusieurs partenaires ;
- Le DAAF.

En outre, le Recteur peut inviter toute autre personne, dont la présence lui paraît nécessaire, à participer à aux travaux de la commission avec voix consultative.

**Article 7 :** La Commission se réunit sur convocation de son président au moins trois fois l'an:

- En début d'exercice, pour approuver la politique de l'institution universitaire en la matière, procéder à l'examen des dossiers soumis au FUAD et accorder des allocations aux équipes de recherche ;
- En milieu d'exercice budgétaire, de préférence en fin juillet, pour procéder à l'évaluation de l'état des projets financés par le Fonds ;
- En décembre, pour procéder à l'évaluation annuelle des projets financés par le FUAD et projeter de nouvelles perspectives.

**Article 8 :** Le Recteur de l'Université de Yaoundé I concourt au fonctionnement du Fonds :

- Par la dotation de l'Université de Yaoundé I d'une maison d'édition universitaire ;
- Par la mutualisation des efforts entre l'Université de Yaoundé I et certaines presses universitaires, en vue de la minimisation des coûts de production ;



- Par des partenariats entre l'Université de Yaoundé I et les sites les plus visités pour une meilleure consommation des produits numériques de l'Université de Yaoundé I ;
- Par la mise à la disposition du Fonds des moyens conséquents afin de faire publier les résultats de la recherche de haut niveau de l'Université de Yaoundé I par elle-même sous des supports de bonne qualité;
- Par le contrôle des moyens mis à la disposition du Fonds.

**Article 9 :** Le Fonds compétitif Universitaire d'Appui aux études Doctorales finance en 2013 sous appel à candidatures publié :

- 45 Doctorants ;
- 15 Directeurs de recherche.

**Article 10 :** Le FUAD est doté en 2013 d'une enveloppe de 100 000 000 Fcfa à répartir selon les objectifs stratégiques de développement visés à l'article 11.

**Article 11 :** Pour l'exercice 2013, le FUAD octroiera des financements pour des publications visant les objectifs stratégiques de développement prioritaires suivants :

- a) Amélioration de l'habitat par la promotion des matériaux locaux de construction ;
- b) Incubateur du développement au Cameroun par le mobile;
- c) Cameroun destination touristique privilégiée : Contraintes et opportunités ;
- d) Amélioration de la production énergétique grâce à l'énergie solaire ;
- e) Amélioration de la filière production animale et halieutique ;
- f) Amélioration de la production des hydrocarbures ;
- g) Amélioration de la qualité dans le secteur santé ;
- h) Approvisionnement et amélioration de la qualité de l'eau ;
- i) Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix ;
- j) Technologies éducatives ;
- k) Production cinématographique.

**Article 12 :** Les critères supplémentaires dans la sélection des candidatures seront :

- La qualité scientifique du laboratoire ou de l'équipe de recherche jugée à partir de ses publications antérieures dans la filière de recherche concernée : 30% ;
- La qualité scientifique du projet de recherche et son lien avec l'une des filières thématiques retenue (méthodologie, originalité, documentation, etc.) : 30% ;
- La pertinence du projet de recherche par rapport à son impact sur le développement national : 30% ;
- La faisabilité du projet de recherche en tenant compte des ressources engagées (personnels, équipements, financement, etc.) et de sa durée : 10%.

**Article 13 :** Le Vice-Recteur chargé de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises, le Secrétaire Général, le Directeur des Affaires Académiques et de la Coopération et les Chefs d'Établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera communiquée, publiée partout où besoin sera, en français et en anglais.

**LE RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I**

**Ampliations :**

- MINESUP (ATCR)
- Cab/R/VRs/SG/DAAC
- Chrono.



## E- LABORATOIRES DE RECHERCHE (2011-2012)

En janvier 2013, l'Université de Yaoundé I compte 66 laboratoires pouvant être classés soit par catégorie, soit par établissement ainsi qu'il suit :

*a) Classification par catégorie :*

<u>Biotechnologie</u>	<u>Mathématiques</u>
<u>Chimie Inorganique</u>	<u>Physique Théorique</u>
<u>Chimie Organique</u>	<u>Psychologie</u>
<u>Géographie</u>	<u>Sciences Biologiques</u>
<u>Histoire</u>	<u>Sciences Biomédicales</u>
<u>Informatique</u>	<u>Sciences Cliniques</u>
<u>Linguistique</u>	<u>Sciences de la Terre</u>
<u>Littératures</u>	<u>Sciences de l'Ingénieur</u>

*b) Classification par établissement :*

Catégorie	Nombre
<b>CENTRE DE BIOTECHNOLOGIE</b>	
Biotechnologie	01
<b>Total</b>	<b>01</b>
<b>ECOLE NATIONALE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE</b>	
Sciences de l'Ingénieur	06
<b>Total</b>	<b>06</b>
<b>ECOLE NORMALE SUPERIEURE</b>	
Biotechnologie	01
Chimie	02
Linguistique	01
Sciences Biologiques	03
Mathématiques	01
<b>Total</b>	<b>08</b>
<b>FACULTE DES ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES</b>	
Géographie	03
Histoire	01
Linguistique	05
Littératures	02

Psychologie	02
<b>Total</b>	<b>13</b>
<b>FACULTE DE MEDECINE ET DES SCIENCES BIOMEDICALES</b>	
Sciences Biomédicales	03
Sciences Cliniques	04
Biotechnologie	01
<b>Total</b>	<b>08</b>
<b>FACULTE DES SCIENCES</b>	
Biotechnologie	01
Chimie Inorganique	05
Chimie Organique	06
Informatique	01
Mathématiques	01
Sciences Biologiques	10
Sciences de l'Ingénieur	01
Sciences de la Terre	02
Physique Théorique	03
<b>Total</b>	<b>30</b>
<b>Grand Total</b>	<b>66</b>

## F- NOMBRED'ENSEIGNANTS PAR ÉTABLISSEMENT (2011-2013)

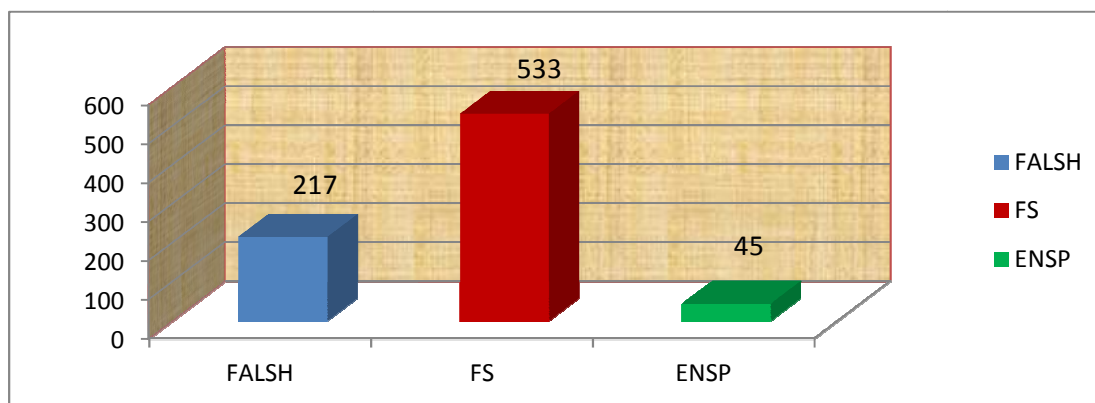
<b>Faculté des Sciences</b>			
Assistants	Chargés de Cours	Maîtres de Conférences	Professeurs
140	137	67	35
<b>Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines</b>			
Assistants	Chargés de Cours	Maîtres de Conférences	Professeurs
105	76	34	29
<b>Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales</b>			
Assistants	Chargés de Cours	Maîtres de Conférences	Professeurs
45	60	36	30

<b>Ecole Normale Supérieure</b>			
Assistants	Chargés de Cours	Maîtres de Conférences	Professeurs
112	55	51	14
<b>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</b>			
Assistants	Chargés de Cours	Maîtres de Conférences	Professeurs
48	34	12	05
Total - Assistants : 450, Chargés de Cours : 362, Maîtres de Conférences : 200, Professeurs : 113			
<b>Total global : 1125</b>			

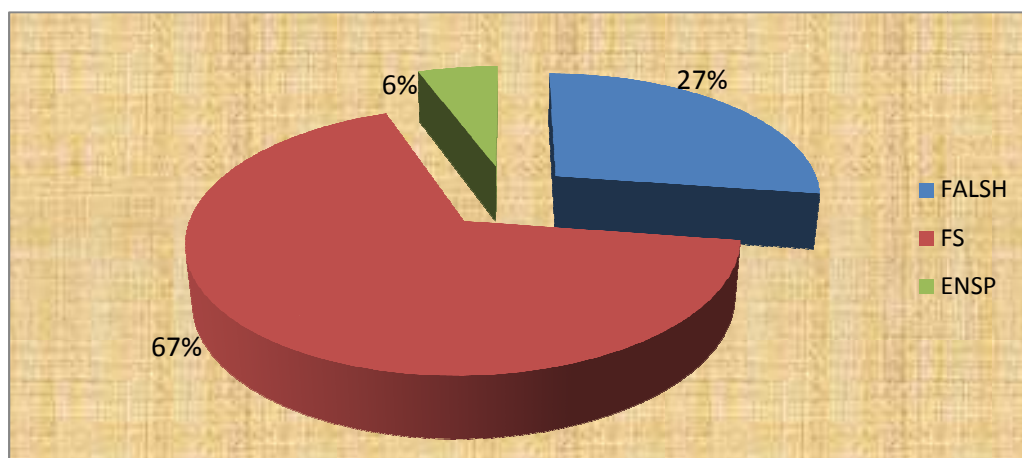
## G-RÉCAPITULATIF DES THÈSES SOUTENUES DE 2000 à 2013

Facultés	Effectifs
FALSH	217
FS	533
ENSP	45
<b>Total</b>	<b>795</b>

**Graphique 1 :** Diagramme en bâton de thèses soutenues par faculté



**Graphique 2 :** Pourcentage de thèses soutenues par faculté



## H-FICHE STATISTIQUE RECAPITULATIVE DES CONVENTIONS SIGNEES A L'UNIVERSITE DE YAOUNDE I (DE 2008 A 2012)

-----

	Nb Accord général	Nb Conventions Cotutelles (de 2009 à 2013)	Nb Conventions stage (de 2009 à 2013)	Nb Conventions de financement	Total
<b>FS</b>	22	66	17	14	119
<b>FALSH</b>	34	28	2	3	67
<b>ENSP</b>	14	10	-	10	34
<b>ENS</b>	19	1	-	4	24
<b>FMSB</b>	16	1	-	1	18
<b>CBT</b>	1	-	-	6	7
<b>Autres</b>	48	-	-	-	48
<b>Total</b>	154	106	19	38	317

## **I- RÈGLEMENT PÉDAGOGIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I**

## LISTE DES ACRONYMES

A :	Abandon
AGR :	Activités Génératrices de Revenus
AL:	Audition Libre
BTS :	Brevet de Technicien Supérieur
CA :	Capitalisé
CANT :	Capitalisé non transférable
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFRD :	Centre de Recherche et de Formation Doctorale
CM :	Cours Magistral
GCE-AL:	General Certificate of Education — Advanced Level
HDR :	Habilitation à Diriger des Recherches
HDTP :	Habilitation à Dispenser des Enseignements Technologiques et Professionnels
I :	Incomplet
LMD :	Licence, Master, Doctorat
Ph.D. :	PhilosophiaeDoctor
PR:	Projets
R :	Reprise ou redoublement
S :	Suspension
SM :	Séminaires
ST :	Stages
TD	Travaux Dirigés
TP :	Travaux Pratiques
TPE :	Travaux Personnels de l'Etudiant
UE :	Unité d'Enseignement
URFD :	Unité de Recherche et de Formation Doctorale
VAE :	Validation des Acquis de l'Expérience

## INTRODUCTION

Faisant suite à la circulaire ministérielle n° 07/0003/MINESUP/CAB/IGA/ce du 19 octobre 2007 portant dispositions relatives au cadrage général en vue du lancement du système LMD dans l'Enseignement Supérieur au Cameroun, le présent document réglemente les activités pédagogiques à l'Université de Yaoundé I

Ce règlement pédagogique comporte cinq parties essentielles :

1. La première partie introduit les notions et les concepts inhérents à l'organisation générale des enseignements et à la codification des mécanismes d'évaluation des étudiants dans le système LMD.
2. La deuxième partie décrit les procédures facilitant le recrutement des étudiants, leur intégration, leur évolution et le suivi de leur profil académique, dans tous les établissements ;
3. La troisième partie apporte un éclairage permettant une meilleure compréhension du système de contrôle de connaissances et des méthodes d'évaluation en vigueur dans notre Institution ;
4. La quatrième partie propose aux formateurs, une ébauche du mode de production des descriptifs et des contenus des unités d'enseignement ;
5. La cinquième partie précise les procédures, les critères de candidature et de soutenance de l'Habilitation à Diriger des Recherches et de l'Habilitation à Dispenser des Enseignements Professionnels et Technologiques à l'Université de Yaoundé I.

# **I. LEXIQUE DU SYSTÈME LMD**

## **I.1 Cycle ou grade**

Un cycle est un palier de formation constitué de deux ou trois niveaux comportant chacun deux semestres de formation et conduisant à un diplôme. Le système LMD s'articule sur trois cycles :

1. le cycle de Licence (L), comportant trois niveaux  $L_1$ ,  $L_2$ ,  $L_3$
2. le cycle de Master (M) composé de deux niveaux  $M_1$  et  $M_2$
3. le cycle de Doctorat (D) s'étendant sur trois niveaux  $D_1$ ,  $D_2$  et  $D_3$

## **I.2. Domaine**

Un domaine est un regroupement de plusieurs disciplines de formation dans un ensemble cohérent dont les secteurs (l'application, de recherche ou de profession se recoupent. Son importance est fonction de nombre de matières apparentées qui le composent. Les domaines sont déterminés par une Institution selon ses spécificités propres et ses pôles d'excellence.

L'Université de Yaoundé I offre des formations dans les domaines ci-après :

1. Sciences de l'Education ;
2. Sciences Humaines ;
3. Langues, Linguistique, Littératures et Civilisations ;
4. Arts et Industries Culturelles ;
5. Sciences et Technologie ;
6. Santé et Sciences biomédicales.

## **I.3. Sous-domaine**

Un sous domaine est un ensemble de disciplines liées entre elles par des affinités scientifiques. Certains domaines peuvent être subdivisés en sous domaines.

### Exemples :

1. le domaine « Sciences et Technologie » peut comporter les sous domaines Sciences de la Matière, Sciences de la Vie, Sciences de la Nature, Sciences de l'Ingénieur et Technologie, Mathématiques et Informatiques.
2. le domaine « Langues, Linguistique, Littératures et Civilisations » peut comporter les sous domaines Langues et Linguistique, Langues et Littératures et Littératures et Civilisations



## **I.4. Filière ou mention**

Dans un domaine ou un sous-domaine, les formations sont regroupées en filières ou mentions.

Exemples :

1. Le sous-domaine « Sciences de la Matière » est composé des filières Physique, Chimie et Géologie. Elles sont toutes monodisciplinaires.
2. Le sous domaine « Langues et Linguistique » peut comporter les filières Langues et Linguistique. ;

Toutefois, le terme mention s'applique aussi à la distinction accordée à un diplôme.

## **I.5 Parcours ou spécialité**

Le parcours définit une spécialité au sein d'une filière donnée. Grâce à une organisation pédagogique qui offre des enseignements communs et spécifiques, l'étudiant choisit un parcours qui peut être modifié. Chaque parcours comprend des enseignements obligatoires et optionnels.

Exemple : la filière "Linguistique" offre les parcours Linguistique générale et Linguistique appliquée.

## **I.6 Parcours type ou option**

Le Parcours type ou Option est une progression au sein d'un ensemble cohérent de matières adapté au projet personnel et professionnel de l'étudiant. Il peut être à vocation académique ou professionnelle, mono ou pluridisciplinaire.

### **1.6.1 Le Parcours type monodisciplinaire**

Le Parcours type monodisciplinaire est composé d'une seule discipline. L'étudiant ne se forme qu'en une discipline.

### **1.6.2 Le Parcours type bidisciplinaire**

Le Parcours type bidisciplinaire comporte deux disciplines. Il offre plusieurs possibilités :

1. Le Parcours type bidisciplinaire formé d'une spécialité majeure et d'une spécialité mineure dans des proportions indiquées par les textes ; La spécialité majeure s'acquiert après avoir capitalisé au moins 120 crédits de la spécialité dans le cycle de Licence. La spécialité mineure s'acquiert après avoir capitalisé un minimum de 36 crédits de la spécialité dans le cycle de Licence.

2. Le Parcours type bidisciplinaire formé de deux spécialités majeures combinées avec des volumes horaires comparables, sur l'ensemble des 180 crédits du cycle de Licence;

Chaque spécialité s'acquiert après avoir capitalisé au moins 70 crédits portant sur les UE fondamentales de la spécialité sur les 180 crédits du cycle de Licence.

Exemple de Parcours type bidisciplinaire à deux majeures combinées :

- le Parcours type « Physique-Chimie » de la Faculté des Sciences ;
  - le Parcours type « Lettres bilingues Anglais-Français » à la FALSH.
3. Le Parcours type bidisciplinaire double majeure comportant chacune, toutes les UE obligatoires des deux spécialités sur un ensemble de 240 crédits pour le cycle de Licence. Chaque spécialité s'acquiert après avoir capitalisé au moins 90 crédits portant sur les UE fondamentales de la spécialité sur les 240 crédits du cycle de Licence.

## **I.7 Semestrialisation**

La semestrialisation est l'organisation des études en semestres, afin d'assouplir la réalisation des parcours de formation. L'année académique démarre au début du mois de septembre et comporte deux semestres de quatorze à seize semaines chacun.

La semestrialisation implique la validation individuelle du semestre et non de l'année académique. Chaque semestre est validé dès lors que toutes les UE le constituant sont validées individuellement.

Les examens de rattrapage se font à la fin de chaque semestre.

## **I.8 Unité d'Enseignement (UE)**

La formation est construite sur des Unités d'Enseignement (UE). Chaque Unité d'Enseignement correspond à un ensemble de chapitres organisés de manière pédagogique cohérente et selon une logique de progression devant mener l'apprenant vers l'acquisition des compétences identifiées au préalable.

Les UE sont dispensées semestriellement et sont regroupées en quatre catégories :

1. Les UE Fondamentales constituées de matières de base obligatoires pour un parcours donné ;
2. Les UE complémentaires ou optionnelles qui contribuent à l'enrichissement de connaissances ;

3. Les UE transversales dont certaines telles que la Formation Bilingue et l'Informatique sont obligatoires pour tous les établissements de l'Université de Yaoundé I et d'autres telles que Humanités, Bonne Gouvernance, Maintien de la Paix, etc., non obligatoires
4. Les UE libres à l'instar de Musique, Danse, Arts et Spectacle, Arts Plastiques, Sport, etc..

L'UE est l'unité de base constitutive d'un parcours ou d'un parcours-type. Elle peut comporter une ou plusieurs parties ; les crédits affectés à l'UE sont, dans ce cas, répartis entre les parties qui la composent. Elle peut être dispensée sous les formes suivantes :

1. Cours Magistraux (CM) : Ce sont des enseignements oraux généralement dispensés en salle, expliquant les concepts et les théories scientifiques dans une discipline donnée ;
2. Travaux Dirigés (TD) : Ce sont des enseignements oraux dispensés aux étudiants rassemblés dans des groupes plus restreints et qui consistent à résoudre des exercices d'application pour mieux assoir les concepts et les théories développés aux cours magistraux ;
3. Travaux Pratiques (TP) : Ce sont des travaux de laboratoire qui servent à développer l'habileté intellectuelle et manuelle de l'étudiant, et son aptitude à présenter les résultats sous forme de rapport scientifique ;
4. Séminaire (SM) : C'est une communication orale faite par un étudiant sur un sujet donné dont l'objectif est de développer chez celui-ci l'aptitude à préparer un exposé et à le présenter devant un auditoire ;
5. Stages (ST) : Il s'agit d'une formation pratique réalisée par l'étudiant dans le monde professionnel dont l'objet est de lui permettre de collecter des données, les analyser et les présenter sous forme de rapport écrit ;
6. Travaux Personnels de l'Etudiant (TPE) : Travail fourni par l'étudiant en dehors des heures en présentiel. Rédigé individuellement ou en groupes. Il peut être proposé par l'enseignant sous forme numérique.
7. Projets (PR) : C'est un protocole présenté par un étudiant. L'objectif est de juger son aptitude à concevoir un sujet et en proposer le plan, les méthodes et les moyens de sa réalisation.
8. Mémoires et Thèses : Il s'agit d'un exposé écrit comportant les résultats d'un travail de recherche réalisé en vue de l'obtention d'un Master ou d'un Ph.D.

9. Enseignement à distance : cet ordre d'enseignement sera organisé et régulé par un texte particulier.

Les stages (ST), les travaux personnels de l'étudiant (TPE) et les projets (PR) sont assimilables aux travaux pratiques (**TIP**) et évaluées comme tels.

## **1.9 Crédits**

Le crédit est une valeur numérique d'unités capitalisables et transférables généralement comprises entre 1 et 6 et affectée à chaque UE. Le crédit représente le volume de travail que l'étudiant est supposé fournir pour assimiler les différentes composantes d'une UE (CM, TD, TP, ST, PR, SM, TPE...). Il est fonction du volume de travail engendré et de l'importance de l'UE dans le parcours.

L'Université de Yaoundé I a adopté la recommandation de la CEMAC compatible avec le système européen et retient pour un crédit, une équivalence de 10 heures d'enseignements magistraux en présentiel par semestre.

Pour le calcul du crédit et en fonction de spécialités, des équivalences peuvent s'établir entre les différentes composantes d'une Unité d'Enseignement (UE). Dans certaines situations, 1 heure de CM peut équivaloir à 1,5 heure de TD ou à 3 heures **TP**.

En général, une UE équivaut à 6 crédits au maximum.

Les établissements et les départements doivent déterminer la valeur à accorder aux différentes UE, en fonction de leurs poids dans la formation. Toutes les UE ne peuvent avoir ni la même valeur, ni le même nombre de crédits.

## **1.10 Capitalisation et transférabilité de crédits**

La capitalisation est une acquisition définitive d'une UE obtenue avec une note égale ou supérieure à la moyenne exigée. Les crédits relatifs à cette UE sont alors dits capitalisés. Les crédits capitalisés sont: transférables d'un parcours de formation à un autre, d'une université à une autre et d'un pays à un autre. Ils sont définitivement acquis, quelle que soit la suite du parcours ; ils sont appréciés par la notation CA dans les relevés de notes.

Les Crédits relatifs à une UE obtenue avec une note inférieure à la moyenne exigée, soit une côte inférieure à C, ne sont pas transférables ; ils sont dits capitalisés non transférables. Ils sont appréciés par la notation CANT dans les relevés de notes.

## **1.11 Relevé de Notes et de Crédits**

Le relevé de notes et de crédits semestriel ou annuel est un document présentant les performances académiques de l'étudiant. Il indique le nombre de crédits capitalisés ou non. Ce relevé est cosigné par le Chef du Département de recrutement de l'étudiant et par son Chef d'Etablissement.

Ce document est préalable à la délivrance d'une l'Attestation de Réussite que le Chef d'Etablissement doit signer au profit de l'étudiant.

*Les relevés de notes et de crédits et /;Attestation de réussite doivent obligatoirement être délivrés à la fin de chaque semestre.*

### **I.12 Diplôme et supplément au diplôme**

Le diplôme sanctionne la fin d'un cycle de formation. Tout diplôme doit être accompagné d'un supplément récapitulatif des notes, les crédits, le descriptif du parcours et les acquis de l'étudiant dans le cycle. Le diplôme et son supplément sont signés par le Recteur.

*A la fin de chaque année académique, la liste des diplômés doit être mise en ligne et les diplômes délivrés obligatoirement.*

### **I.13 Tutorat**

Le tutorat est une forme d'accompagnement assuré par des enseignants ou des étudiants de grade supérieur au bénéfice des étudiants débutants.

La mise en place du tutorat se fait au niveau du Département, avec le concours des Enseignants, de l'Association des Etudiants de l'Etablissement et du club académique de filière parrainé par le Département ou l'Unité de Recherche et de Formation Doctorale.

### **I.14 Chevauchement**

C'est l'autorisation accordée, dans un cycle, à un étudiant ayant capitalisé au moins 75% des crédits et obtenu une moyenne générale pondérée supérieure ou égale à 2/4, à s'inscrire l'année suivante aux UE non validées de ce niveau et aux UE du niveau immédiatement supérieur.

*Nul ne peut être "à cheval" sur trois niveaux, ou sur deux cycles.*

### **I.15 Moyenne Générale Pondérée**

Une moyenne générale pondérée (MGP) est calculée en tenant compte du nombre de crédits capitalisés et du poids de VUE exprimé en qualité de points.

## **II ORGANISATION ACADÉMIQUE ET PROCÉDURES**

L'année académique est répartie en deux semestres. Un semestre comprend entre quatorze et seize semaines d'enseignement et d'évaluation. Les enseignements dispensés sont organisés au sein des Départements et des Unités de Recherche et de Formation Doctorale (URFD) par domaines, par sous-domaines, par filières ou mentions, par cycles ou grades et par niveaux. Ces enseignements sont organisés en unités d'enseignement auxquelles sont attribués des crédits. La formation se fait en trois cycles répartis ainsi qu'il suit : le cycle de licence (L), celui de Master (M) et celui de Doctorat (D).

### **II.1 Le cycle de Licence (120 crédits)**

Après sa préinscription, l'étudiant qui est sélectionné par la Commission de recrutement, s'inscrit dans une filière de formation qui sera sanctionnée par l'obtention d'une licence.

L'Université de Yaoundé I Faculté délivre deux types de licence : Une licence académique (fondamentale ou appliquée), et une licence professionnelle.

L'inscription dans ces établissements est réservée exclusivement aux personnes titulaires soit du Baccalauréat, soit du General Certificate of Education Advanced Level (GCE A/L), soit d'un diplôme admis en équivalence.

*Un étudiant n'est considéré inscrit que s'il a pris une inscription administrative et une inscription académique.*

*L'inscription administrative et l'inscription académique sont annuelles.*

Pour un étudiant inscrit à temps plein, la licence se déroule au minimum sur six semestres et correspond à 180 crédits. La moyenne exigée par semestre est de 30 crédits répartis entre les différents types d'UE de la manière suivante :

- Trois à quatre UE fondamentales de 4 à 6 crédits par UE.
- Une à deux UE complémentaires (optionnelles) ou libres à 2 à 4 crédits par UE ;
- Une à deux UE transversales à 2 ou 3 crédits par UE.

Pour un étudiant à temps partiel, la durée minimale pour l'obtention de la Licence est de dix semestres ; la durée maximale est de 16 semestres.

Est considéré comme étudiant à temps partiel, toute personne justifiant d'un emploi régulier ou de toute incapacité à suivre les cours de manière régulière. Ces conditions doivent être appréciées et acceptées par une autorité compétente.

#### **a. Licence académique**

Pour être inscrit dans les formations universitaires conduisant au diplôme de Licence académique, l'étudiant doit justifier :

- soit du Baccalauréat ou du General Certificate of Education Advanced Level (GCE A/L) ;
- soit d'un diplôme admis en équivalence des deux diplômes.

Les étudiants titulaires d'un Diplôme Universitaire de Technologie, d'un Brevet de Technicien Supérieur ou d'un diplôme équivalent, ou encore issus d'une classe préparatoire peuvent être admis en classe de licence, sous réserve de la validation de leur parcours par l'Université.

Le cycle de Licence est constitué de niveaux comportant chacun deux semestres. Avec des objectifs spécifiques bien précis. Ainsi, en désignant par  $S_n$  le semestre d'ordre  $n$  à partir de l'accès de l'étudiant à l'enseignement supérieur.

Le cycle de Licence est constitué de trois niveaux  $L_1$ ,  $L_2$ , et  $L_3$  :

- $L_1 (S_1 + S_2)$  = niveau d'accueil et d'orientation (60 crédits)

- $L_2 (S_3 + S_4) =$  niveau de différenciation (60 crédits)
- $L_3 (S_5 + S_6) =$  niveau de spécialisation (60 crédits)

Les UE programmées dans chaque niveau doivent tenir compte du souci de progression. Par ailleurs, les offres doivent avoir une base au premier niveau tel que plusieurs parcours soient possibles. Ce qui signifie que la pluridisciplinarité doit être de mise au premier niveau. La concentration sur un domaine ne doit s'opérer que progressivement aux niveaux II et III. La possibilité d'une formation bidisciplinaire peut également être envisagée dès le premier niveau et être menée de manière conséquente jusqu'au troisième niveau (parcours double).

Chaque semestre du cycle de Licence doit comporter le nombre d'Unités d'Enseignement (UE) dont la validation doit permettre de capitaliser en moyenne 30 crédits. Une Licence académique est obtenue en capitalisant au total 180 crédits (soit 60 crédits par niveau) avec une moyenne au moins égale à 50/100.

Les 180 crédits pour le cycle de Licence concernent les UE fondamentales, complémentaires et transversales. L'étudiant peut acquérir d'autres crédits dans les UE libres.

### **b. Licence professionnelle.**

L'admission en Licence professionnelle nécessite au préalable d'avoir capitalisé 120 crédits manifesté par la validation de quatre semestres de Licence, l'obtention d'un BTS ou d'un DUT. Elle est soumise à une sélection. A la fin de cette année de spécialisation, l'étudiant obtient une Licence professionnelle en capitalisant 60 nouveaux crédits soit un total de 180 crédits, avec une moyenne au moins égale à 50/100 et une MGP  $\geq 2/4$ .

### **c. Progression dans le cycle de Licence**

Dans le cycle de Licence, l'étudiant passe d'un niveau inférieur au niveau supérieur s'il capitalise 100 % de crédits du niveau (60 crédits).

Toutefois, l'étudiant est autorisé à s'inscrire aux UE du niveau supérieur s'il a capitalisé au moins 75 % des crédits du niveau de Licence et obtenu une moyenne générale pondérée d'au moins 2/4.

Seules les UE acquises avec une note supérieure ou égale à 50/100, soit une qualité de points supérieure ou égale à 2, sont capitalisées et transférables en cas de changement de parcours par l'étudiant.

L'étudiant d'un niveau donné du cycle, qui au bout de 4 semestres n'a pas capitalisé 60 crédits de ce niveau et obtenu une moyenne générale pondérée d'au moins 2, reçoit un avertissement.

Il est formellement interdit d'être "à cheval" sur trois niveaux.



## **II. 2 Le cycle de Master (120 crédits)**

Le Master est organisé en 4 semestres après l'obtention de la licence et correspond à 120 crédits.

Le Master peut être à finalité recherche ou à finalité professionnelle dans tous les domaines de formation. Le choix du parcours « recherche » ou « professionnel » s'effectue généralement à l'issue du second semestre de M1 (S8).

Le cycle de Master est constitué de deux niveaux  $M_1$  et  $M_2$  :

- $M_1$  ( $S_7 + S_8$ ) est le niveau d'approfondissement des enseignements théoriques et méthodologiques (60 crédits) ;
- $M_2$  ( $S_9 + S_{10}$ ) est le niveau de spécialisation comportant la soutenance d'un mémoire (60 crédits)

Le niveau  $M_2$  comporte 4 à 6 UE (24 à 30 crédits) au premier semestre ( $S_9$ ), et le reste de crédits (entre 30 et 36) est consacré au mémoire et/ou au stage.

La durée maximale d'obtention du Master est de 6 semestres pour les étudiants et de 8 semestres pour les travailleurs. Toutefois, une dérogation pour 2 semestres supplémentaires peut être accordée par le Recteur à la demande de l'étudiant et sur avis motivé du Chef de l'Etablissement ou du Responsable de l'Ecole Doctorale.

Les étudiants ayant validé les 60 premiers crédits dans une université reconnue peuvent intégrer le niveau  $M_2$  de l'Université de Yaoundé I, sous réserve de l'accord du jury de recrutement.

### **Conditions d'admission**

Peuvent s'inscrire dans une Ecole Doctorale en 2<sup>ème</sup> année de Master ( $M_2$ ), les lauréats d'une première année de Master recherche ou professionnel d'un domaine donné capitalisant 60 crédits. L'admission en deuxième année de Master est soumise à sélection et régulée en fonction des performances de l'étudiant et de la capacité d'encadrement de l'institution.

A titre exceptionnel, des étudiants d'autres domaines peuvent être acceptés moyennant des cours de mise à niveau.

## **II.3 Le cycle de Doctorat (180 crédits)**

Le cycle de Doctorat est organisé entre six et huit semestres.

L'admission au cycle de Doctorat se fait en fonction des résultats obtenus au cycle de Master et de la capacité d'accueil. Le Doctorat est un diplôme de niveau bac + 8 accessible aux titulaires d'un Master recherche ou d'un Master professionnel. Il est délivré, après la soutenance d'une thèse, au candidat ayant préalablement satisfait aux exigences du cycle telles que précisées ci-dessous.



La formation conduisant au diplôme de Doctorat se fait en deux phases réparties de la manière suivante :

**1. La première phase de formation** qui couvre les deux premiers semestres d'inscription et au cours desquels les trois modules suivants sont dispensés

- Cours de Méthodologie de la recherche comportant deux Unités d'Enseignement pour un total de douze crédits ;
- Cours théorique comprenant deux Unités d'Enseignement pour un total de douze crédits;
- Séminaires. Le doctorant doit présenter obligatoirement trois séminaires de six crédits chacun, pour un total de dix-huit crédits. .

Au terme de cette phase, il est organisé un l'examen général de synthèse écrit et/ou oral dont la forme est définie par chaque URFD et validée par le CRFD. L'examen général de synthèse compte pour trois UE, soit dix-huit crédits.

La première phase de formation compte donc pour un total de soixante (60) crédits répartis ainsi qu'il suit :

- Cours de Méthodologie, 12 crédits
- Cours théorique, 12 crédits ;
- Séminaires, 18 crédits ;
- Examen général de synthèse, 18 crédits

Après validation des UE de la première phase et de l'Examen général de synthèse, le doctorant peut être autorisé à poursuivre ses travaux de recherche pour la rédaction de sa thèse au terme de la deuxième phase.

**2. La deuxième phase de formation** qui couvre les quatre semestres suivants et au cours desquels les travaux des doctorants sont présentés et évalués pendant des séminaires doctoraux. Ces séminaires, qui se déroulent dans les URFD, comportent les deux modules suivants :

- Communication et Conférences présentées par des Enseignants de rang magistral ;
- Etat d'avancement des travaux présenté par les doctorants.

Le suivi de la participation des étudiants est assuré par l'URFD du Centre.

*La délivrance d'une autorisation de soutenance à un candidat est conditionnée par sa participation effective à au moins deux séminaires doctoraux par année académique.*

La durée maximale pour l'obtention du diplôme de Doctorat est de 10 semestres.

## **II.4 Cours de formations dans les établissements professionnels.**

Compte tenu de leurs spécificités, les établissements professionnels continuent de fonctionner selon les cycles de formation classiques mais doivent s'arrimer au Système LMD

## **III. SYSTEME DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET D'EVALUATION**

### **III.1 Modalités de contrôle des connaissances pour les enseignements**

Il existe plusieurs méthodes permettant un contrôle des connaissances des étudiants. En fonction du nombre de candidats à évaluer, l'enseignant peut être amené à choisir entre les épreuves mixtes intégrant des questions à choix multiples communément appelés QCM, les épreuves à plusieurs sujets au choix, les questions nécessitant des réponses succinctes, la dissertation, les épreuves orales.

Chaque épreuve doit être assortie d'un barème de correction.

La défense d'un projet de mémoire ou de thèse est publique. Elle doit obligatoirement être précédée d'un communiqué comportant le nom du candidat, le sujet de mémoire ou de thèse, les membres du jury, la date et le lieu de soutenance.

#### **III.1.1 Stages (ST) et Projets (PR)**

Les stages et les projets sont une nécessité aussi bien pour les formations académiques que pour les formations professionnelles ou professionnalisantes. Il est recommandé, par conséquent, leur intégration dans le processus de formation, et donc d'évaluation.

#### **III.1.2 Travail Personnel de l'Etudiant (TPE)**

Le TPE doit être évalué en termes de micro projets et/ou d'exposés à faire réaliser individuellement ou en groupe par les étudiants.

#### **III.1.3 Examen de fin de semestre**

La session normale d'examen sanctionne la fin des activités académiques du semestre. Elle se déroule selon les modalités séquentielles prévues par la réglementation en vigueur.

Le programme exhaustif et détaillé des examens doit être publié trente jours avant la date prévue pour le début effectif des examens. Après chaque épreuve, les copies de composition, préalablement vérifiées dans les salles d'examen sont convoyées par les chefs de salles et déposées dans les salles d'anonymat contre décharges. Les copies anonymées et scellées dans des enveloppes, sont mises à la disposition des Chefs de Départements pour corrections, convocation des jurys de vérification des résultats, délibération et transmission des notes au Chef d'Etablissement pour publication.

#### **III.1.4 Examen de rattrapage**

La session d'examen de rattrapage est subséquente au processus d'examen final avec toutes ses modalités telles que décrites ci-dessus. Cette session de rattrapage se déroule immédiatement après la session normale d'examen.

A l'issue de l'examen de rattrapage, les listes des diplômés sont affichées et publiées en ligne.

## III.2 Système de notation et d'appréciation

### III.2.1 Grille

Chaque UE est notée de 0 à 100. A la fin de chaque session d'examen, il est établi un relevé de notes et crédits au profit de l'étudiant. L'établissement de ce relevé de notes et crédits doit prendre en compte les éléments suivants :

- le code et l'intitulé de l'UE ;
- le nombre de crédits affectés à VUE ;
- les performances de l'étudiant (note/100, côte, qualité de points, mention).

Pour chaque UE, la grille de notation et d'appréciation retenue est la suivante :

#### Grille de notation et d'appréciation dans les établissements de l'université

Note/100	Côte	Qualité de points	Crédits conformes	Mention	Résultats effectifs
80 et plus	A	4.00	Totalité des Crédits capitalisés	Très Bien	crédits capitalisés et transférables
75 - 79	A-	3.70		Bien	
70 - 74	B+	3.30		Assez-Bien	
65 - 69	B	3.00		Passable	
60 - 64	B-	2.70			
55 - 59	C+	2.30			
50 - 54	C	2.00	Totalité des crédits prévus mais négociables	Insuffisant	Crédits capitalisés mais non transférables *
45 - 49	C-	1.70			
40 - 44	D+	1.30			
35 - 39	D	1.00			
30 - 34	E	0.00	0.00	Echec	
0 - 29	F		0.00		

\* Dans les grandes écoles, seules les unités d'Enseignement validées avec la note C- portent le CANT Les autres côtes D+, D, E et F sont considérées comme des échecs.

La côte minimale requise dans une UE pour obtenir les crédits transférables à elle alloués est C. Les crédits obtenus pour une UE validée avec une côte inférieure à (C- à D) sont non transférables.

**La situation de l'étudiant n'ayant pas validé une UE est décrite par les symboles et leurs significations ci-après :**

- I = Incomplet (absence à l'examen due à une raison acceptée par l'autorité académique)
- A = Abandon (absence non justifiée à l'examen)
- S = Suspension (autorisation à ne pas se présenter à l'examen)
- R = Reprise ou redoublement
- AL = Audition libre (crédits non capitalisables pour le diplôme)

### **III.2.2 Gestion des notes et du cursus de l'étudiant**

La responsabilité de la gestion des notes est dévolue aux jurys Départements. Les notes vérifiées au niveau des jurys des départements sont transmises au Chef d'Etablissement pour publication après validation par le Conseil d'Etablissement.

Le Chef d'Etablissement fait établir et signe les relevés de notes semestriels et les attestations de réussite. Les résultats définitifs sont présentés pour validation au Conseil d'université. A l'issue de cette validation, les projets de diplômes, assortis des attestations de réussite, des relevés semestriels de notes et des suppléments au diplômes sont transmis au Rectorat pour signature des diplômes s'il y a lieu.

### **III.2.3 Requêtes à l'issue d'une session d'examen**

La requête, à l'issue d'une session d'examen, est une demande formulée par un étudiant qui conteste les résultats de son évaluation. Elle est recevable par les Chefs de Départements dans les soixante douze (72) heures ouvrables qui suivent la date de publication officielle des résultats. Cette opération est conclue par la décision d'un jury.

### **III.2.4 Calcul de la Moyenne Générale Pondérée**

La moyenne générale pondérée (MGP) est calculée en tenant compte du nombre de crédits capitalisés et de la qualité des points.

**Le calcul de la moyenne générale pondérée se fait de la manière suivante, pour un cycle constitué de 10 UE par exemple :**

Méthode de calcul de la Moyenne Générale Pondérée

N° d'ordre	UE	Côte obtenue	Qualité de points	Nombre de crédits de l'UE	Points accumulés (qualité de points x crédits)
1	CH101	B	3.00	6	$3.00 \times 6 = 18$
2	LA101	A	4.00	2	$4.00 \times 2 = 8$
3	CH102	C	2.00	6	$2.00 \times 6 = 12$
4	IN101	B	3.00	3	$3.00 \times 3 = 9$
5	MA101	D	1.00	4	$1.00 \times 4 = 4$
6	PH101	C	2.00	4	$2.00 \times 4 = 8$
7	CH101	A	4.00	6	$4.00 \times 6 = 24$

N° d'ordre	UE	Côte obtenue	Qualité de points	Nombre de crédits de l'UE	Points accumulés (qualité de points x crédits)
8	CH203	B	3.00	6	3.00 x 6 = 18
9	CH301	C	2.00	6	2.00 x 6 = 12
10	CH304	A	4.00	4	4.00 x 4 = 16
Total				47	129
MGP	Nombre de points accumulés / nombre de crédits = 129 / 47 = 2.74				

Le calcul de la MGP pour un nombre  $m$  d'UE peut se résumer par la formule suivante :

$$MGP = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^m x_i \times n_i$$

où  $m$  est le nombre total d'UE

$x_i$  est la qualité de points pour l'UE numéro  $i$

$n_i$  est le nombre de crédits de l'UE numéro  $i$

$n$  est la somme des nombres de crédits

### III.2.5 Rectification des notes

**Les rectifications des notes du jury, suite à une erreur constatée, ne peuvent être faites que par le jury, sur la base des pièces justificatives**

### III.2.6 Vérification / Révision de l'évaluation

Tout étudiant a droit, dans les trois jours suivant l'affichage des résultats, à une Vérification des aspects techniques de l'évaluation, tels que le décompte des notes Sur les feuilles de composition, la transcription des sur les relevés de notes la Communication de ses copies d'examen; Cette vérification est subordonnée à une requête motivée adressée au Chef de Département. Celle-ci doit immédiatement être transmise au jury pour exploitation et publication des résultats.

Quelque soit le résultat des vérifications, le requérant doit être informé par le Chef de Département avec ampliation au chef d'établissement.

### III.2.7 Reprise d'une Unité d'Enseignement

L'étudiant qui subit un échec à une UE doit la reprendre ou la substituer une autre en conformité avec les dispositions suivantes :

Reprise d'une UE obligatoire :

L'étudiant doit reprendre la même UE dès la reprise de l'enseignement.

- Si la note obtenue après cette reprise est inférieure à 35/100, il ne peut la capitaliser et devra prendre une autre inscription pour la même UE.

*Un étudiant ne peut s'inscrire à plus de trois fois à la même UE*

- Si l'UE est réussie, la nouvelle note se substitue à la note d'échec et est incluse dans le calcul de la moyenne.

Reprise d'une UE optionnelle : l'étudiant doit reprendre la même UE ou, avec l'approbation du Chef de Département, lui substituer une autre UE optionnelle.

### **III.2.8 Reprise d'un niveau de cycle de formation**

Un étudiant est autorisé à reprendre un niveau dans un cycle s'il n'a pas capitalisé de manière consécutive 75% des crédits requis au cours d'une année académique, pour la progression d'un niveau donné à un niveau supérieur. Cette réalité peut être constatée lorsque l'étudiant a obtenu plusieurs échecs ne lui permettant pas de cumuler le nombre de crédits exigés, soit du fait des absences aux examens ou à d'autres évaluations, soit du fait de maladie ou de tout autre inconvénient.

### **III.3 Discipline et Police des examens**

L'appel et l'identification des étudiants se font trente minutes avant le début des épreuves. Aucun candidat ne peut être admis dans la salle après la distribution des épreuves. Sauf cas de force majeure dûment constaté, la sortie des salles d'examen est strictement interdite aux étudiants au cours de la première heure de composition après la distribution des épreuves.

La discipline est assurée par les enseignants, appuyés si nécessaire par les doctorants et les cadres du personnel d'appui

#### **III.3.1 Infractions lors d'une évaluation**

Les actions répréhensibles suivantes constituent une infraction lors d'une évaluation et entraîne automatiquement l'attribution, au mis en cause, de la note zéro et son passage devant le conseil de discipline de l'établissement conformément à la réglementation en vigueur. Il s'agit du plagiat, de la substitution de personne ou d'un travail, de l'obtention par vol ou par corruption des épreuves ou des réponses aux questions d'examen, de l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'un autre candidat, de l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle, de la falsification d'un document et de toute autre forme de fraude dûment constatée;

### **III.4 Composition des jurys**

Les Etablissements sont responsables de l'organisation des jurys. Pour les cycles à plusieurs niveaux, il est organisé un jury par niveau et un jury de diplôme ou Commission de diplômes ou Grand Jury de Diplômation ou Jury de Synthèse, selon les cas.

#### **a. Jury de niveau**

Pour chaque session d'examen et pour un niveau donné, le jury est constitué d'un Président, d'un Vice-président et des membres qui sont les enseignants responsables des Unités d'Enseignement ayant fait l'objet d'évaluation. Les Présidents et Vice-présidents sont désignés par le Chef de l'Etablissement sur proposition du Chef de département ou le

Responsable de l'Ecole Doctorale sur proposition du responsable de l'Unité de Formation Doctorale.

- Le jury de niveau arrête les résultats définitifs pour chaque UE, apprécie et arrête les compensations ;
- Chaque semestre est validé dès lors que toutes les UE du semestre ont été validées ou fait l'objet de compensation.

*Aucun résultat ne peut être rendu public sans la validation préalable du jury. En outre, les jurys d'examen sont tenus de respecter scrupuleusement les délais prescrits par les chefs d'établissement ou les responsables des Ecoles doctorales.*

## **b. Jury ou Commission de Diplôme**

1. Sous réserve des spécificités des grandes écoles, pour un cycle donné d'une filière, le jury de diplôme est constitué des présidents et vice-présidents de jurys des niveaux constituant le cycle. Il est convoqué et présidé par le Président du niveau le plus élevé du cycle, assisté de son vice-président.
2. Le jury de diplôme siège après que les jurys des niveaux du cycle ont siégé. Son travail consiste à :
  - a) vérifier si tous les étudiants ayant validé le niveau le plus élevé ont également validé le niveau inférieur ;
  - b) dresser la liste des étudiants ayant validé tous les niveaux du cycle; ce sont ces étudiants qui sont déclarés admis au diplôme couronnant le cycle. Ces listes doivent être établies par ordre de mérite et comporter pour chaque lauréat la moyenne générale pondérée (MGP), la côte (A, B ou C) et la mention.

## **3. Jury de thèse de Doctorat / Ph.D.**

La composition du jury de thèse de Doctorat/Ph.D. est définie par l'article 17 de l'arrêté N° 99/0081/MINESUP/DDES du 23 Décembre 1999 portant organisation du cycle de Doctorat dans les Universités d'Etat du Cameroun.

La proposition des membres du jury se fait dans l'ordre suivant :

1. Le Directeur de thèse ;
2. Le Chef de département ou le responsable de l'unité de formation doctorale ;

3. Le Chef d'établissement ou le responsable de l'école doctorale après avis de la Commission Scientifique Consultative

Le Recteur arrête la composition définitive du jury

### **III.5 Expertise des thèses de Doctorat / Ph.D.**

La procédure d'expertise des thèses de Doctorat / Ph.D. est définie par l'article 16 de l'arrêté N° 99/0081/MINESUP/DDES du 23 Décembre 1999 portant organisation du cycle de Doctorat dans les Universités d'Etat du Cameroun. Les experts sélectionnés sont tenus de remettre leurs rapports dans un délai maximal de trois mois. Passé ce - délai, une nouvelle expertise est commise.

## **IV. PRODUCTION DES DESCRIPTIFS ET CONTENUS DES UNITES D'ENSEIGNEMENTS**

Chaque établissement de l'Université de Yaoundé I doit produire, à l'intention des étudiants, un livret de l'étudiant comprenant le curriculum et le descriptif du cours.

Un descriptif doit être produit pour chaque UE. Ce descriptif doit être concis et comporter les éléments suivants :

1. Un Code permettant de savoir le parcours, le niveau, le numéro de l'UE et le semestre
2. deux ou trois lettres en relation avec la discipline, suivi de trois chiffres dont le premier indique le niveau, les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> désignent le numéro de l'UE, un numéro
3. impair désigne une UE du 1<sup>er</sup> semestre et un numéro pair, une UE du 2<sup>ème</sup> semestre ;
4. L'intitulé de l'UE suivi de sa valeur en crédits et de sa répartition en heures de Cours Magistral (CM), Travaux dirigés (TD) et Travaux Pratiques (TP) s'il en existe ;
5. Le type de UE : Théorique (Cours, TD), Pratique (TP essentiellement) ou Mixte (CM, TD et TPE) ;
6. L'objectif visé et le niveau de connaissance exigée ;
7. Le pré-requis et le profil de l'apprenant ;
8. Le sommaire ou le contenu;
9. Les compétences visées.

Le descriptif du cours est révisable tous les trois ans.



## **V. MODALITES ET CRITERES DE CANDIDATURE ET DE SOUTENANCE DE L'HDR ET D'ATTRIBUTION DE L'HDTP**

### **V.1 L'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)**

Créée par Arrêté ministériel N° 01/0089/MINESUP/DDES du 29 octobre 2001, l'Habilitation à Diriger des Recherches sanctionne la reconnaissance du très haut niveau scientifique du candidat, le caractère original de sa démarche dans un domaine de la science, son aptitude à maîtriser une stratégie de recherche dans un domaine scientifique suffisamment large et sa capacité à encadrer les travaux des autres chercheurs.

Le candidat à l'HDR doit être titulaire d'un Doctorat ou de tout autre diplôme ou titre reconnu équivalent obtenu depuis deux ans.

#### Pièces essentielles du dossier de candidature à l'HDR

1. une (01) copie authentifiée du diplôme requis ou de son équivalent ;
2. une (01) fiche de candidature ;
3. un (01) document de présentation des travaux conforme aux exigences de la discipline du candidat ;
4. un (01) exemplaire du recueil d'au moins dix (10) articles ou un (01) livre complété par sept (07) articles, résultant de travaux scientifiques individuels ou collectifs réalisés par ou avec une contribution significative du candidat ;
5. trois (03) rapports scientifiques, dont un rapport d'audition signé par les membres du jury d'audition et visé par le responsable de l'Unité de Formation Doctorale ; et deux rapports commis par Le Recteur dont l'un est externe à l'Université de Yaoundé I et l'autre interne ;
6. une (01) synthèse des activités et projets de recherche permettant d'apprécier l'expérience scientifique du candidat et sa capacité à encadrer d'autres chercheurs ;
7. un mémoire complémentaire permettant d'apprécier la contribution du candidat dans les travaux collectifs fournis dans le dossier ;
8. un reçu de versement des frais de pré-inscriptions délivré par un établissement bancaire indiqué par l'établissement concerné et dont le montant est indiqué par le Rectorat
9. Une Attestation d'appartenance à une équipe de recherche ou à un laboratoire.

Le dossier ainsi constitué doit être déposé en trois (03) exemplaires au département de la spécialité ou au sein de l'Unité de Recherche et Formation Doctorale du candidat pour suite de la procédure.

Tout candidat sollicitant une inscription à l'HDR doit avoir encadré au moins cinq (05) mémoires de Master Recherche ou de Diplôme d'Etudes Approfondies.

L'autorisation d'inscription en vue de l'obtention de l'HDR est accordée par Le Recteur de l'Université de Yaoundé I après avis de l'URFD et de l'Ecole Doctorale.

## **V.2 L'Habilitation à Dispenser des Enseignements Professionnels et Technologiques**

L'Habilitation à Dispenser des Enseignements Professionnels et Technologiques est un titre universitaire décerné aux enseignants professionnels ou technologues sur la base de leurs compétences et savoirs faire principalement attestés par leurs aptitudes et travaux professionnels. Ceux-ci peuvent être individuels ou collectifs. Dans ce dernier cas, le candidat doit présenter une fiche de synthèse permettant d'apprécier sa contribution.

L'HDPT vise quatre (4) buts : la Valorisation des Acquis de l'Expérience (VAE), la professionnalisation des formations dans les institutions d'Enseignement Supérieur, la valorisation des résultats de la recherche à travers le développement des partenariats avec les Centres de Recherche et les Secteurs socioéconomiques concernés par les Activités Génératrices de Revenus (AGR). Elle permet, en définitive, d'établir une équivalence de niveau entre, d'une part, l'expérience professionnelle et technologique, et d'autre part, les grades d'Enseignants, sur la base d'une évaluation des qualifications et selon la réglementation en vigueur.

L'HDPT est conférée au terme d'une procédure spéciale d'examen du dossier de candidature, d'audition et de présentation des travaux professionnels réalisés devant un jury dans la spécialité concernée en rapport avec l'Etablissement bénéficiaire. Le Jury apprécie notamment :

- Le diplôme, l'expérience professionnelle et la justification de l'exercice à titre permanent dans le domaine, au sein d'un organisme ou d'une institution reconnue, notamment le
- contrat de travail, l'acte d'intégration, la qualité d'associé ou d'affilié pour les professions libérales ;
- La pertinence des tâches effectuées et des fonctions occupées dans les organisations en rapport avec la spécialité ;
- Les œuvres de création, les réalisations professionnelles, les ouvrages ou les inventions technologiques du candidat ;
- Les projets conduits sur le terrain dans la spécialité du ou du candidat ; l'expérience justifiée dans la pratique de l'enseignement professionnel ;

- La capacité du candidat à organiser les idées et à communiquer ;
- Les publications, les travaux et les éléments attestant le rayonnement scientifique et culturel du candidat.



- 1) *Le Règlement pédagogique prend effet à partir du 27 décembre 2012, date de sa validation par le conseil de l'Université.*
- 2) *Les situations non prévues dans le présent Règlement pédagogique feront l'objet d'une étude au sein des jurys mis en place à cet effet.*

## **J- FONDS COMPÉTITIF UNIVERSITAIRE D'APPUI À LA RECHERCHE (FUAR)**

### **CODE DE PROCÉDURES**

## **1. Préambule**

La recherche est une activité fondamentale des Universités. Elle induit le renouvellement des connaissances et favorise aussi bien le développement de la Science que le progrès économique et social de la Nation. Elle est un facteur de notoriété, d'originalité et de pertinence de l'Université par son pouvoir modélisateur et sa capacité à générer la compréhension de la société par elle-même afin d'orienter efficacement ses efforts de développement.

La recherche constitue avec l'enseignement et l'appui au développement l'essentiel des missions dévolues aux personnels à l'Université. Cette interaction doit caractériser la détermination des rapports stratégiques dans l'organisation et la planification des activités de l'Université de Yaoundé I.

La réforme universitaire qui s'est opérée dans un contexte du LMD préconise la professionnalisation des enseignements. À cet effet, elle :

- ✓ implique la mise en place d'une organisation systématique des structures qui assurent aux enseignants-chercheurs et aux doctorants des conditions de recherche de haut niveau ;
- ✓ maintient l'Institution universitaire dans l'optique de l'appui au développement de notre pays;
- ✓ consolide l'enseignement supérieur technologique en créant un cadre approprié pour la maîtrise des technologies émergentes de l'information et de la communication.

La professionnalisation des enseignements devrait donc s'enrichir des résultats des recherches récentes développées dans les différentes sphères scientifiques.

## **2. Organisation et fonctionnement**

Les conditions générales d'exécution des programmes de recherche s'articulent autour d'une stratégie visant la formation des chercheurs en vue de renforcer la capacité institutionnelle, c'est-à-dire le développement des ressources humaines, l'accroissement des ressources financières, l'amélioration du potentiel managérial en planification, l'exécution et l'évaluation des programmes, la commercialisation et la diffusion des résultats des recherches et l'action sur l'environnement socioculturel.

L'appel d'offres au Fonds Universitaire d'Appui à la Recherche (FUAR) vise essentiellement la revitalisation de la recherche par une large mobilisation de l'expertise universitaire endogène, l'aménagement des synergies opérantes entre les différentes équipes de recherche multidisciplinaires et le maillage des laboratoires scientifiques autour des problématiques de recherche concertées. Le savoir accumulé par les chercheurs se mesure à la capacité de l'Université à coopérer dans le cadre des programmes et projets qu'elle mène en collaboration avec des partenaires de façon mutuellement bénéfique.

La politique que l'Université de Yaoundé 1 entend mettre en œuvre se focalise sur une libéralisation proportionnée du pouvoir d'orientation scientifique et technique avec un accroissement de compétence ayant pour effet la démystification de la genèse d'une stratégie scientifique et technique susceptible de soutenir les efforts de développement interne.

### **3. Généralités**

Les activités régies par le présent code de procédures sont les programmes de recherche dont la méthodologie, le développement et les objectifs s'accordent avec l'exercice des franchises universitaires, l'éthique professionnelle, les normes scientifiques internationales et la morale universelle.

Ces dispositions concernent les enseignants permanents ou les doctorants de l'Université de Yaoundé I et tout chercheur d'une institution étrangère collaborant avec l'Université de Yaoundé I dans le cadre d'un programme concerné par le Fonds compétitif Universitaire d'Appui à la Recherche.

L'accord de financement partiel ou total d'un programme soumet les souscripteurs à l'application rigoureuse des clauses du présent code. Un cahier de charges est établi avec l'Université de Yaoundé I et son exécution est impérative et non restrictive.

### **4. La Thématique des Programmes de Recherche**

Pour la période de 2013-2015, l'Université de Yaoundé I accorde la priorité à une reconfiguration des instruments de la recherche en définissant quelques filières thématiques à large spectre susceptibles de faire l'objet d'appels d'offres. La compétitivité de nos équipes de recherche ne peut être garantie qu'à partir d'un resserrement des équipes de recherche sur une base multidisciplinaire. À cet égard, des axes prioritaires de recherche transdisciplinaires et transsectoriels en phase avec la politique gouvernementale en matière de recherche telle que déclinée par le DSCE ont été arrêtés après consultation sur une base exempte de toute priorisation.

. Il s'agit de :

- a) Amélioration de l'habitat par la promotion des matériaux locaux de construction ;
- b) Incubateur du développement au Cameroun par le mobile ;
- c) Cameroun destination touristique privilégiée : Contraintes et opportunités ;
- d) Amélioration de la production énergétique grâce à l'énergie solaire ;
- e) Amélioration de la filière production animale et halieutique ;
- f) Amélioration de la production des hydrocarbures ;
- g) Amélioration de la qualité dans le secteur santé ;
- h) Approvisionnement et amélioration de la qualité de l'eau ;
- i) Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix ;
- j) Technologies éducatives ;
- k) Production cinématographique.

Ce réajustement du secteur de la recherche à l'Université de Yaoundé I reflète la prééminence du développement économique, social et culturel dans la polarisation des options politiques du Cameroun.

## 5. Les Soumissions

Les soumissions devront contenir les informations suivantes :

- une fiche de candidature précisant le thème de l'appel d'offres auquel il se rapporte (à retirer au Rectorat) ;
- les noms des laboratoires associés aux projets avec adresse complète, téléphone, e-mail, Fax, ainsi que les noms et contacts des chercheurs impliqués au programme ;
- la description de la recherche, la problématique, la méthodologie, les objectifs, les résultats escomptés et leurs exploitations ;
- le protocole d'exécution ;
- les moyens techniques et humains dont disposent les laboratoires pour l'exécution du programme ;
- le curriculum vitae détaillé des responsables du programme de recherche ;
- éventuellement les subventions et contrats liés au programme (origines et montants).

## 6. Éligibilité des programmes de recherche

Le FUAR finance les programmes ou les projets présentés par les enseignants de l'Université de Yaoundé I dans le cadre des regroupements thématiques des Centres de Recherche et de Formation Doctorale (CRFD) de l'Université de Yaoundé I. Les équipes de chercheurs devront être pilotées de préférence par un enseignant de rang magistral et comporter nécessairement des étudiants en cycles de recherche.

Les programmes ou projets de recherche doivent révéler un intérêt pour le développement économique, social ou culturel du Cameroun et contribuer de manière significative à l'avancée de la Science. En outre, l'équipe soumissionnaire doit avoir des compétences dans le domaine de recherche concernée et accumuler une grande expérience pour garantir la qualité des résultats escomptés.

## 7. Dépouillement des Offres

Les dossiers de candidatures doivent être adressés au Recteur de l'Université de Yaoundé I par voie hiérarchique suivant les indications du formulaire d'appel d'offres prévu à cet effet.

Les critères de sélection sont les suivants :

- 1) rigueur du protocole scientifique, originalité et intérêt du projet ou programme de recherche, son lien avec les filières thématiques prédéterminées (méthodologie, documentation, etc.) : 40% ;
- 2) pertinence du projet par rapport à son impact sur le développement national : 30% ;
- 3) qualité scientifique du laboratoire ou de l'équipe de recherche en fonction des publications antérieures dans la filière de recherche concernée : 20% ;
- 4) faisabilité du projet de recherche en fonction du financement fourni et de son calibrage dans la période indiquée : 10%.

**NB : Les programmes ou les projets de recherche pluridisciplinaires seront privilégiés.**

## **8. Exécution de la Recherche**

La recherche devra être effectuée dans le délai fixé par le protocole initial. Le souscripteur informera sans délai le Rectorat de l'achèvement ou de l'interruption de la recherche ou de tout événement susceptible de faire obstacle à la bonne exécution du cahier de charges.

En cas de nécessité de prorogation de la durée, le souscripteur devra en faire la demande par écrit au Rectorat, deux mois au moins avant l'expiration du délai indiqué initialement, en précisant la durée et les raisons de la prorogation demandée.

Le souscripteur est responsable de l'équipement et du matériel nécessaires à la bonne exécution du cahier de charges qui seront pris en charge dans la comptabilité de l'établissement dès leur acquisition.

## **9. Dispositions Financières**

Les demandes financières formulées par les candidats doivent prendre en compte les rubriques suivantes :

Le budget du programme de recherche s'exécute par rubriques déterminées comme suit :

- équipement ;
- personnel ;
- matériel consommable ou frais d'analyses ;
- recherches ou enquêtes sur le terrain ;
- formation (conférences, Séminaires, etc.)
- missions ;
- documentation ;
- publication des résultats ;
- divers.

## **10. Rapports**

Les rapports suivants seront soumis en 3 exemplaires :

1. Des rapports trimestriels à compter de la date indiquée dans le contrat comme date de début de la recherche,
2. Un rapport final qui devra contenir de façon détaillée les activités menées et leurs coûts, les résultats obtenus et leurs impacts sur le développement du Cameroun.

## **11. Suspension de financement**

Le Recteur pourra suspendre sa contribution au financement du projet en cas de non-respect du cahier de charges, et/ou de fausses déclarations du souscripteur.

Au cas où il y aurait distraction avérée des fonds alloués à l'équipe de recherche, le souscripteur sera tenu de rembourser à l'Institution la totalité des fonds perçus sans préjudice du déclenchement de la procédure disciplinaire.



## 12. Exploitation des Résultats

Les membres de l'équipe de recherche bénéficiaire du FUAR et l'Université de Yaoundé I (co-proprétaires)s'accordent mutuellement le droit d'exploiter et de commercialiser les connaissances nouvelles issues de l'exécution du programme, des licences non exclusives et des droits d'utilisation. Si le paiement d'une redevance est proposé, les conditions de ce paiement seront négociées entre les parties. Les membres de l'équipe de recherche s'abstiennent de toute diffusion ou publication susceptibles de compromettre la protection, la valorisation et le secret des connaissances nouvelles et les intérêts commerciaux majeurs probables.

Sauf dispositions contractuelles contraires, les membres de l'équipe de recherche peuvent utiliser les connaissances nouvelles, les diffuser, les publier ou en autoriser la publication par des tiers après accord de l'Institution. Toute diffusion ou publication devra mentionner le fait que la recherche a été entreprise grâce au financement de l'Université de Yaoundé I.

LE RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I



*[Handwritten signature in blue ink]*  
*[Red ink signature: Pr. Maurice Aurélien Sosso]*

### Ampliations :

- Cab/R
- VRs
- SG/DAAC
- Chrono

# **K-FONDS COMPÉTITIF UNIVERSITAIRE D'APPUI À LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE (FUAP)**

## **CODE DE PROCÉDURES**

## **1. Préambule**

La production scientifique est une activité fondamentale de l'Université de Yaoundé I. Elle induit le renouvellement des connaissances et favorise aussi bien le développement de la Science que le progrès économique et social de la Nation. Elle est le facteur de notoriété, d'originalité et de pertinence de l'Université par son pouvoir modélisateur et sa capacité à générer la compréhension de la société par elle-même afin d'orienter efficacement ses efforts de développement. La production scientifique constitue avec l'enseignement et l'appui au développement l'essentiel des missions dévolues à l'Université de Yaoundé I.

## **2. Organisation et fonctionnement**

Il est créé à l'Université de Yaoundé I, un fonds d'appui à la production scientifique. Le Fonds Universitaire d'Appui à la Production scientifique (FUAP) vise essentiellement le renforcement de la recherche par une large mobilisation de l'expertise universitaire endogène, et la facilitation de la publication des résultats des travaux de recherche venant aussi bien des équipes de recherche que des chercheurs individuels.

## **3. Les thématiques de productions scientifiques**

Pour la période 2013-2015, l'Université de Yaoundé I accordera la priorité aux manuscrits d'ouvrages s'insérant dans les thématiques suivantes retenues au travers des Objectifs de Stratégies pour le Développement (OSD):

- a) Amélioration de l'habitat et par la promotion des matériaux locaux de construction ;
- b) Incubateur du développement au Cameroun par le mobile ;
- c) Cameroun destination touristique privilégiée : Contraintes et opportunités ;
- d) Amélioration de la production énergétique grâce à l'énergie solaire ;
- e) Amélioration de la filière production animale et halieutique ;
- f) Amélioration de la production des hydrocarbures ;
- g) Amélioration de la qualité dans le secteur santé ;
- h) Approvisionnement et amélioration de la qualité de l'eau ;
- i) Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix ;
- j) Technologies éducatives;
- k) Production cinématographique.

## **4. Les soumissions**

Les candidats doivent déposer un dossier constitué d'une demande et d'un manuscrit relié de l'ouvrage en quatre (04) exemplaires. La date de dépôt des dossiers est comprise entre le 02 janvier et le 31 mars de l'année en cours.

## **5. Dépouillement des offres**

Les soumissions aux programmes de production scientifique financés par le Rectorat doivent être adressées au Recteur de l'Université de Yaoundé I par voie hiérarchique suivant les indications du formulaire d'appel d'offres prévu à cet effet.

Les manuscrits ainsi déposés sont soumis par le Rectorat à des maisons d'édition choisies sur la base de leur notoriété. Au terme des expertises, les manuscrits ayant obtenu un avis favorable desdites maisons d'édition sont financés par l'Université de Yaoundé I pour leur publication. Les frais de publication sont directement versés à la maison d'édition.

LE RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

### **Ampliations :**

- Cab/R
- VRs
- SG/DAAC
- Chrono

**L-FONDS COMPÉTITIF UNIVERSITAIRE D'APPUI À LA  
MOBILITÉ DES ENSEIGNANTS ET DES  
DOCTORANTS (FUAM)**

**CODE DE PROCÉDURES**

## **1. Préambule**

La mobilité des enseignants et des doctorants est une activité fondamentale de l'Université de Yaoundé I par ces temps de compétitivité planétaire. Elle induit le renouvellement des connaissances et favorise le développement de la Science. Elle offre aux enseignants et aux doctorants l'opportunité de confronter leur capital de connaissances à celui de leurs collègues des autres universités. Elle permet également d'actualiser les connaissances, de produire les nouveaux savoirs, et de rendre davantage visible l'Université de Yaoundé I sur la scène scientifique internationale.

## **2. Organisation et fonctionnement**

Les conditions générales d'exécution des programmes de mobilité s'articulent autour d'une stratégie visant la formation des chercheurs et le renforcement de la capacité institutionnelle. Aussi l'appel d'offres au Fonds Universitaire d'Appui à la Mobilité (FUAM) des enseignants et des doctorants vise-t-il essentiellement la revitalisation de la recherche par une large mobilisation de l'expertise universitaire endogène. Par conséquent la politique que l'Université de Yaoundé I entend mettre en œuvre se focalise sur la nécessité de comparer et de mutualiser les connaissances avec pour effet évident, l'accroissement des compétences au travers du renforcement de la coopération universitaire.

Les activités régies par le présent code de procédures sont des programmes de mobilité qui concernent les enseignants permanents de l'Université de Yaoundé I et les doctorants.

## **3. Les thématiques du programme de mobilité**

Pour la période 2013-2015, l'Université de Yaoundé I accorde des mobilités aux enseignants-permanents et doctorants dont les travaux rentrent dans les thématiques ci-dessous retenues conformément aux Objectifs de Stratégie pour le Développement (OSD):

- a) Amélioration de l'habitat par la promotion des matériaux locaux de construction ;
- b) Incubateur du développement au Cameroun par le mobile ;
- c) Cameroun destination touristique privilégiée: Contraintes et opportunités ;
- d) Amélioration de la production énergétique grâce à l'énergie solaire ;
- e) Amélioration de la filière production animale et halieutique ;
- f) Amélioration de la production des hydrocarbures ;
- g) Amélioration de la qualité dans le secteur santé ;
- h) Approvisionnement et amélioration de la qualité de l'eau ;
- i) Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix ;
- j) Technologies éducatives;

#### **4. Les soumissions**

Les candidats à une mobilité doivent présenter une invitation à participer à une activité scientifique (colloque, conférence, journées scientifiques, séminaire, stage,...) adressée par une structure de recherche et/ou d'enseignement supérieur nationale ou internationale, ou à séjourner dans un laboratoire pour y effectuer des recherches ou des expérimentations. Leurs dossiers devront préciser les dates, durées, lieu, coût de la mobilité.

#### **5. Dépouillement des offres**

Le dépouillement effectif des offres s'effectue au niveau des sous-commissions d'experts. Les sous-commissions d'experts par filières thématiques examinent les soumissions sur la base des critères suivants:

- 1) pertinence du projet par rapport à son impact sur le développement national: 35%;
- 2) rigueur du protocole scientifique, originalité et intérêt du projet ou programme de mobilité, son lien avec les filières thématiques prédéterminées pour ce qui est des demandes de séjourner dans un laboratoire ou une autre équipe de recherche: 35% ;
- 3) qualité scientifique du laboratoire d'accueil: 20%;
- 4) faisabilité du projet de mobilité en fonction du financement fourni: 10%.

***N.B: Les candidats à une participation à un colloque ou à une conférence doivent présenter la lettre d'acceptation de la communication et le programme complet de la manifestation scientifique.***

Une fois l'examen des candidatures achevé, les sous-commissions procèdent au classement de celles-ci et transmettent les dossiers dûment revêtus de leurs avis motivés à la Commission de pilotage puis au Vice-Recteur chargé de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises dont l'appréciation précède la décision du Recteur. L'expertise des sous-commissions, l'avis de la Commission de pilotage, du Directeur des Affaires Académiques et de la Coopération, du Vice-Recteur chargé de la Recherche, la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises et la décision de Monsieur le Recteur conditionneront le versement des tranches de la subvention.

#### **6. Rapports**

Le bénéficiaire d'une mobilité est tenu à la fin de celle-ci d'adresser un rapport exhaustif du déroulement de sa mobilité à Monsieur le Recteur de l'Université de Yaoundé I au plus tard un mois après son exécution. Pour une mobilité effectuée à l'étranger, le bénéficiaire devra produire les pièces justificatives.

## 7. Exploitation des résultats

Le bénéficiaire de la mobilité et l'Université de Yaoundé I sont co-propriétaires des éventuels résultats obtenus dans le cadre de celle-ci. Toute publication et/ou diffusion de ceux-ci devra mentionner le fait que la mobilité a été entreprise grâce au financement de l'Université de Yaoundé I.

LE RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

### Ampliatiions :

- Cab/R
- VRs
- SG/DAAC
- Chrono



**M- FONDS COMPÉTITIF UNIVERSITAIRE D'APPUI  
AUX ÉTUDES DOCTORALES(FUAD)**

**CODE DE PROCÉDURES**

## **1. Préambule**

Les études doctorales sont une activité fondamentale à l'Université de Yaoundé I (UYI). Elles permettent le renouvellement, la consolidation et la construction des connaissances dont l'un des effets induits est la formation des formateurs. Pour mettre en œuvre sa politique de formation des doctorants qui s'insère dans le cadre de la réforme LMD, l'UYI a mis en place quatre (04) Centres de Recherche et de Formation Doctorales (CRFD). Pour stimuler les activités de recherche au sein de ces Centres, il est créé à l'UYI un Fonds Universitaire d'Appui aux études Doctorales (FUAD).

## **2. Les thématiques des études doctorales**

Pour la période 2013 - 2015, l'Université de Yaoundé I accorde la priorité aux projets de thèse de doctorat portant sur les thématiques suivantes retenues à partir des Objectifs de Stratégies pour le Développement (OSD):

- a) Amélioration de l'habitat par la promotion des matériaux locaux de construction ;
- b) Incubateur du développement au Cameroun par le mobile ;
- c) Cameroun destination touristique privilégiée : Contraintes et opportunités ;
- d) Amélioration de la production énergétique grâce à l'énergie solaire ;
- e) Amélioration de la filière production animale et halieutique ;
- f) Amélioration de la production des hydrocarbures ;
- g) Amélioration de la qualité dans le secteur santé ;
- h) Approvisionnement et amélioration de la qualité de l'eau ;
- i) Multiculturalisme, gestion des conflits et culture de la paix ;
- j) Technologies éducatives;
- k) Production cinématographique.

## **3. Soumissions et Éligibilité des programmes**

Les candidats intéressés, régulièrement inscrits en doctorat dans l'un des CRFD, peuvent déposer au Rectorat un dossier contenant les éléments ci-après :

- une demande manuscrite adressée au Recteur;
- une fiche de candidature;
- la liste de sélection en doctorat;
- un reçu de paiement des droits universitaires pour l'année en cours;
- un projet de thèse approuvé par le(s) directeur(s) de recherche;
- un calendrier d'exécution des travaux de thèse.

Le candidat ne peut bénéficier des fonds alloués par le FUAD qu'une seule fois dans son cycle d'études doctorales.

Seuls les doctorants non-salariés pourront prétendre au bénéfice du FUAD.

#### **4. Dépouillement des offres**

Chaque dossier reçu au Rectorat est commis sous anonymat à trois (03) chercheurs connus dans le domaine pour expertise et avis selon un barème de notation arrêté à cet effet. Pour être retenu, un dossier devra réunir au moins deux (02) expertises favorables.

#### **5. Exécution de la recherche**

Le bénéficiaire du FUAD est tenu de produire et de déposer au Rectorat, un rapport d'étape trimestriel et le rapport final approuvés par le(s) Directeur(s) de recherche et visé par le Directeur du CRFD. Tout retard constaté de plus d'un mois dans la production d'un rapport d'étape entraîne la suspension sans délai du financement.

#### **6. Dispositions financières**

Le montant alloué à chaque doctorant retenu au FUAD est de 100.000 (cent mille) francs CFA par mois sur une période de vingt-quatre (24) mois.

#### **7. Exploitation des résultats**

Les bénéficiaires du FUAD et l'Université de Yaoundé I (co-propriétaires) s'accordent mutuellement le droit d'exploiter et de commercialiser les connaissances nouvelles issues de l'exécution du programme, des licences non exclusives et des droits d'utilisation. En cas de publication en totalité ou en partie des travaux de thèse, le doctorant bénéficiaire du FUAD sera tenu de préciser que ceux-ci ont bénéficié du soutien de l'UYI.

LE RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

#### **Ampliations :**

- Cab/R
- VRs
- SG/DAAC
- Chrono